

# Position des Etats africains sur le conflit russo-ukrainien : implication sur le Système International

**Aganze Assumani Guerschom**

*Assistant à l'Université Officielle de Bukavu*

## Résumé

Le conflit russo-ukrainien, au-delà de son impact régional, a révélé les fractures, les repositionnements et les tensions au sein du système international. Les Etats africains, longtemps perçus comme en marge des grandes dynamiques géopolitiques, ont surpris par la diversité de leurs prises de position au sein des institutions multilatérales, notamment l'Organisation des Nations unies. Si certains pays ont condamné l'agression russe, d'autres ont opté pour l'abstention ou le silence diplomatique, mettant en lumière des logiques propres à l'Afrique contemporaine. Cette diversité d'attitudes s'inscrit dans un contexte de redéfinition des alliances, de recherche de souveraineté diplomatique et de pesée des intérêts économiques et sécuritaires. Cette étude se propose d'analyser la position des Etats africains face à cette guerre, les enjeux qui la motivent et les implications géopolitiques de ces choix sur leur place dans l'ordre international.

Pour mieux comprendre, expliquer et analyser les rouages de la présente étude inscrite dans une démarche hypothético-déductive, nous avons recouru à la méthode de collecte des données, ainsi qu'à méthode d'analyse de contenu.

**Mots clés :** Conflit russo-ukrainien, Système International, Assemblée Générale des Nations unies, Etats africains.

## INTRODUCTION

La guerre en Ukraine a profondément bouleversé les équilibres géopolitiques mondiaux et révélé les positionnements diversifiés de l'Afrique dans l'arène internationale. Loin d'être un simple observateur passif, le continent africain a montré, à travers ses votes à l'ONU, ses initiatives diplomatiques et ses prises de position nationales, qu'il entend jouer un rôle dans la gestion des crises internationales. Cette posture, bien que parfois hétérogène, traduit une volonté croissante d'autonomie stratégique et d'affirmation sur la scène mondiale, dans un contexte marqué par la résurgence des rivalités entre grandes puissances.

Les réactions africaines face au conflit russo-ukrainien ne sont pas monolithiques : elles sont influencées par des facteurs historiques, économiques, idéologiques et stratégiques propres à chaque Etat. Certains pays ont soutenu les résolutions onusiennes condamnant l'agression russe, d'autres se sont abstenus ou ont choisi le silence diplomatique. Ces attitudes traduisent une lecture réaliste des intérêts nationaux et des alliances extérieures. Cette diversité, loin d'illustrer une faiblesse, constitue plutôt un reflet de la complexité du positionnement africain face à un monde multipolaire en recomposition.

Les implications de ces choix sont multiples. Les liens avec la Russie ont été, pour certains pays africains, renforcés par des accords bilatéraux dans le domaine énergétique, sécuritaire ou alimentaire. En parallèle, les relations avec les puissances occidentales, notamment l'Union européenne et les Etats-Unis, ont parfois été mises à l'épreuve par des divergences de vues. Toutefois, nombre d'Etats africains ont su préserver une certaine marge de manœuvre, jouant sur la pluralité des partenaires pour sécuriser leurs intérêts économiques, diplomatiques et stratégiques.

Dans ce contexte, l'Union africaine apparaît comme un acteur pivot dans la consolidation d'une diplomatie continentale capable d'intervenir au-delà des crises internes africaines. Bien que ses marges d'action soient encore limitées, ses récentes initiatives, telles que la tentative de médiation en Ukraine, témoignent d'une volonté de s'inscrire dans les dynamiques globales de régulation des conflits. Cela suppose néanmoins une réforme profonde de ses institutions, une coordination diplomatique renforcée entre Etats membres, et une capacité accrue d'influence au sein des instances multilatérale

Ainsi, l'Afrique se trouve aujourd'hui à un tournant stratégique. La crise russo-ukrainienne a servi de révélateur de ses vulnérabilités, mais aussi de ses ambitions. Elle a mis en lumière la nécessité de repenser les partenariats extérieurs, de renforcer l'unité diplomatique continentale et de faire entendre une voix africaine autonome dans les grandes affaires du monde. Cette dynamique pourrait marquer le début d'une ère nouvelle pour le continent sur le plan géopolitique, où il ne serait plus seulement un terrain d'influence, mais un acteur de propositions et de médiation à part entière.

Cette réflexion analyse en effet le positionnement des Etats africains sur le conflit russo-ukrainien et dégage l'impact de ces postures sur le système international. En décortiquons ces positions, l'on cherche à ressortir les enjeux motivant les choix des Etats lors du vote des résolutions à l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations unies.

**Section.1. Regard sur les différentes résolutions votées à l'Assemblée générale de l'ONU dans le cadre entre la Russie et l'Ukraine**
**Présentation des principales résolutions votées à l'Assemblée générale de l'ONU dans le cadre du conflit Russo-Ukrainienne**

N°	Résolution	Type des sanctions	Etats africains favorables	Etats africains défavorables	Etats africains neutres / Abstention	Etats africain Absents « assimilés défavorable »
01	<b>La résolution ES-11/1 de l'Assemblée générale des Nations unies</b> est une résolution de la onzième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée le 2 mars 2022	Condamner l'invasion de l'Ukraine par la Russie et exiger un retrait complet des forces russes ainsi qu'un retour sur sa décision de reconnaître les républiques populaires autoproclamées de Donetsk et de Lougansk	1. Bénin 2. Botswana 3. Cap-Vert 4. Comores 5. Côte d'Ivoire 6. Djibouti 7. Égypte 8. Gabon 9. Gambie 10. Ghana 11. Kenya 12. Lesotho 13. Liberia 14. Malawi 15. Maurice 16. Mauritanie 17. Niger 18. Nigeria 19. Papouasie-Nouvelle-Guinée	Érythrée	1. Afrique du Sud 2. Algérie 3. Angola 4. Burundi 5. Guinée-Équatoriale 6. Madagascar 7. Mali 8. Mozambique 9. Namibie 10. Ouganda 11. RCA 12. RDC 13. Sénégal 14. Soudan 15. Soudan	1. Burkina-Faso 2. Cameroun 3. Guinée 4. Guinée-Bissau 5. Maroc 6. Éthiopie 7. Togo 8. Eswatini

			<p>20. Rwanda</p> <p>21. Sao Tomé-et-Principe</p> <p>22. Sierra Leone</p> <p>23. Somalie</p> <p>24. Tchad</p> <p>25. Tunisie</p> <p>26. Zambie</p>		<p>du Sud</p> <p>16. Tanzanie</p> <p>17. Zimbabwe</p> <p>18. Sénégal</p>	
02	<p>La résolution ES-11/2 de l'Assemblée générale des Nations unies est la deuxième résolution de la onzième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée le 24 mars 2022.</p>	<p>Elle déplore vivement et exprime la grave préoccupation de la société internationale vis-à-vis des attaques contre les populations civiles et les infrastructures, que le texte condamne fermement.</p>	<p>1. Benin,</p> <p>2. Cap Vert,</p> <p>3. Tchad,</p> <p>4. Côte d'Ivoire,</p> <p>5. République Démocratique République du Congo,</p> <p>6. Djibouti,</p> <p>7. Egypte,</p> <p>8. Estonie,</p> <p>9. Gabon,</p> <p>10. Gambie</p> <p>11. Ghana,</p> <p>12. Kenya,</p> <p>13. Lesoth</p>	Érythrée	<p>1. Algérie,</p> <p>2. Angola,</p> <p>3. Botswana,</p> <p>4. Burundi,</p> <p>5. RCA,</p> <p>6. Guinée,</p> <p>7. Eswatini,</p> <p>8. Ethiopie,</p> <p>9. Guinée-Bissau,</p> <p>10. Madagascar,</p> <p>11. Mali,</p> <p>12. Moz</p>	<p>1. Burkina Faso,</p> <p>2. Cameroun,</p> <p>3. Comores,</p> <p>4. Guinée,</p> <p>5. Somalie</p>

			o, 14. Liberia , 15. Libye, 16. Malaw i, 17. Mauri anie, 18. Mauri ius, 19. Niger, 20. Nigeri a, 21. Nouve lle Guinée , 22. Rwand a, 23. Sénégal, 24. Sierra Leone, 25. South Souda n, 26. Tunisi e, 27. Zambi e		ambi que, 13. Nam ibie, 14. RDC , 15. Afri que du Sud, 16. Soud an, 17. Togo , 18. Tanz anie, 19. Uga nda, 20. , Zim bab we	
0 3	La résolution ES-11/3 de l'Assemblée générale des Nations unies est une résolution de la onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée le 7	Elle suspend l'appartenance de la Russie au Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur la base de « grave préoccupations concernant la crise des droits de l'homme et la crise humanitaire encours	1. Comores 2. Côte d'Ivoire 3. Liberia 4. Liechtenstein 5. Malawi 6. Mauric	1. Algérie 2. Burundi 3. Érythrée 4. Éthiopie	1. Afrique du Sud 2. Angola 3. Botswana 4. Camerou	1. Bénin 2. Burkina Faso 3. Djibouti 4. Guinée 5. Guinée équatoriale <b>6. Îles Salom</b>

	<p>avril 2022</p>	<p>en Ukraine [...] y compris les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme » commises par la Russie. La résolution est parrainée par 58 Etats et elle est adoptée par 93 voix pour, 24 contre et 58 abstentions.</p>	<p>e</p> <p>7. Papouasie-Nouvelle-Guinée</p> <p>8. République démocratique du Congo</p> <p>9. Tchad</p>	<p>5. Gabon</p> <p>6. Mali</p> <p>7. République centrafricaine</p> <p>8. République du Congo</p> <p>9. Zimbabwe</p>	<p>n</p> <p>5. Cap-Vert</p> <p>6. Égypte</p> <p>7. Eswatini</p> <p>8. Gambie</p> <p>9. Ghana</p> <p>10. Guinée-Bissau</p> <p>11. Kenya</p> <p>12. Lesotho</p> <p>13. Madagascar</p> <p>14. Malaisie</p> <p>15. Mozambique</p> <p>16. Namibie</p> <p>17. Niger</p> <p>18. Nigeria</p> <p>19. Ouganda</p> <p>20. Sénégal</p> <p>21. Soudan</p> <p>22. Soudan du Sud</p>	<p>on</p> <p>7. Maroc</p> <p>8. Mauritanie</p> <p>9. Rwanda</p> <p>10. Sao Tomé-et-Principe</p> <p>11. Somalie</p> <p>12. Zambie</p>
--	-------------------	--	---	---	---	--

					23. Tanzanie 24. Togo 25. Tunisie	
04	La résolution ES-11/4 de l'Assemblée générale des Nations unies est la quatrième résolution de la onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée le 12 octobre 2022,	Violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine en organisant le référendum dans les oblasts ukrainiens de Donetsk, Kherson, Louhansk et Zaporizhzhia, qui se sont déroulés dans des circonstances controversées et non reconnus par la communauté internationale, ainsi que l'annexion ultérieure par la Russie, sont illicites et nuls au regard du droit international. Elle appelle tous les Etats à ne pas reconnaître ces territoires comme faisant partie de la Russie. En outre, elle exige que la Russie « se retire immédiatement, complètement et sans condition » du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine, car les actions de la première viole l'intégrité territoriale et la souveraineté de	1. Angola, 2. Benin, 3. Botswana, 4. Cap Vert, 5. Tchad, 6. Comores, 7. Côte-d'Ivoire 8. République Démocratique du Congo, 9. Egypte, <b>10. Estonie</b> , 11. Gabon, 12. Gambie, 13. Ghana, 14. Guinée-Bissau, 15. Kenya, 16. Liban, 17. Libéria, 18. Libye, 19. Madagascar,	-	1. Algérie, 2. Burundi, 3. RCA, 4. Congo, 5. Erythrée, 6. Ethiopie, 7. Guinée, 8. Mali, 9. Mozambique, 10. Namibie, 11. Afrique du Sud, 12. Soudan, 13. Soudan, 14. Togo, 15. Uganda, 16. Tanzanie, 17. Zimbabwe	1. Burkina Faso, 2. Cameroun, 3. Djibouti, 4. Equatorial Guinée, ,

		la dernière	20. Malawi, 21. Malaysia, 22. Mauritanie, <b>23. Mauritius,</b> 24. Niger, 25. Nigeria, 26. Papua New Guinée 27. Rwanda, 28. Samoa, 29. Sénégal, 30. Sierra Leone 31. Somalie, 32. Tunisie, 33. Zambie		we	
05	La résolution ES-11/5 de l'Assemblée générale des Nations unies est la cinquième résolution de la onzième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations unies,	Exige la Russie à payer des réparations de guerre à l'Ukraine en créant un mécanisme international de réparations	1. Benin, 2. Cap Vert, 3. Tchad, 4. Comores, 5. Côte d'Ivoire, 6. Djibouti, 7. Ghana, 8. Kenya,	1. RCA, 2. Erythrée, 3. Ethiopie, 4. Malawi, 5. Zambie	1. Algérie, 2. Angola, 3. Botswana, 4. Burundi, 5. Congo, 6. Egypte,	1. Burkina Faso, 2. Cameroun, 3. Démocratique République du Congo 4. São Tomé and

<p>adoptée le 14 novembre 2022</p>		<p>9. Liberia , 10. Malawi, 11. Niger, 12. Papua Nouvelle Guinée 13. Somalie, 14. Togo, 15. Zambie</p>	<p>we</p>	<p>7. Equatorial Guinée, 8. Eswatini, 9. Gabon, 10. Gambie, 11. Guinée, 12. Guinée-Bissau, 13. Lesotho, 14. Libye, 15. Madagascar, 16. Malaisie, 17. Mauritanie, 18. Maurice, 19. Mozambique, 20. Namibie, 21. Nigeria 22. Rwanda, 23. Sierra</p>	<p>Príncipe, 5. Sénégal, 6. Tanzanie,</p>
------------------------------------	--	--	-----------	---	---

					<p>a Leon e, 24. Afri que du Sud, 25. Sout h Soud an, 26. Soud an, 27. Tuni sie, 28. Oug anda ,</p>	
06	<p>La résolution ES-11/6 de l'Assemblée générale des Nations unies est la sixième résolution de la onzième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations unies. Elle a été adoptée le 23 février 2023, par 141 voix pour, 7 contre et 32 abstention</p>	<p>Elle porte sur les principes de la Charte des Nations unies qui doivent s'appliquer et guider les efforts pour le retour de la paix en Ukraine, notamment dans le cas de négociations</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Botswana</li> <li>2. Cap-Vert</li> <li>3. Tchad</li> <li>4. Comores</li> <li>5. Côte d'Ivoire</li> <li>6. République démocratique du Congo</li> <li>7. Djibouti</li> <li>8. Égypte</li> <li>9. Estonie</li> <li>10. Gambie</li> <li>11. Ghana</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Érythrée</li> <li>2. Mali</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Algérie</li> <li>2. Angola</li> <li>3. Burundi</li> <li>4. République centrafricaine</li> <li>5. République du Congo</li> <li>6. Éthiopie</li> <li>7. Gabon</li> <li>8. Guinée</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Burkina Faso</li> <li>2. Cameroun</li> <li>3. Guinée équatoriale</li> <li>4. Eswatini</li> <li>5. Guinée-Bissau</li> <li>6. Sénégal</li> <li>7. Tanzanie</li> </ol>

			<p>12. Kenya  13. Liberia  14. Libye  15. Madag  ascar  16. Malaw  i  17. Maurit  anie  18. Mauric  e  19. Maroc  20. Niger  21. Nigeri  a  22. Papou  asie-  Nouve  lle-  Guinée  23. Rwand  a  24. Samoa  25. Sao  Tomé-  et-  Princip  e  26. Sierra  Leone  27. Somali  e  28. Souda  n du  Sud  29. Tunisi  e  30. Zambi  e</p>		<p>9. Moz  ambi  que  10. Nam  ibie  11. Oug  anda  12. Afri  que  du  Sud  13. Soud  an  14. Togo  15. Zim  bab  we</p>	
--	--	--	--	--	--	--

Sur base des éléments de ce tableau, il y a lieu de remarquer que les positions des Etats africains sont justifiées en référence aux relations qu'ils entretiennent individuellement avec la Russie d'une part et des causes historiques d'autre part. Les abstentions sont de nature à livrer un message, un choix moins palpable et plus discret mais qui semble conforter la Russie que l'occident (L'Algérie, l'Afrique du Sud, le Sénégal, le Mali et la Centrafrique)

Ceux qui n'ont pas participé à une ou autre session, (l'Éthiopie, le Maroc, le Burkina Faso, le Congo, le Madagascar, le Togo, et la Guinée) reflètent la physionomie des scrutins est substantiellement une expression des alliances actuelles et historique. A l'époque des indépendances, l'URSS a soutenu plusieurs Etats, Angola, Mozambique, Cap-Vert, Guinée Bissau, et l'Afrique du Sud dans la lutte contre l'apartheid etc. Les relations URSS-Afrique englobaient plusieurs secteurs de la vie sociale des Etats africains ; l'éducation et la formation.

L'Assemblée général de l'ONU a voté le 7 avril 2022 une résolution portant exclusion de la Russie au cours d'une session spéciale urgente sur l'Ukraine. Le résultat était 98 votes pour, 24 contre et 58 abstentions, la suspension de Moscou a pris immédiatement effet. Mais si on analyse la position des Etats africains ; 10 pays ont voté pour la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme, 24 se sont abstenus, 9 ont voté contre et 11 n'ont tout simplement pas pris part au scrutin.

Ceux qui ont voté pour cette suspension sont généralement (à l'époque) d'obédience occidentale (française en particulier) la Côte d'Ivoire de Ouattara, le Niger de Bazum, le Tchad de Deby, la RDC, le Malawi, le Maurice, les Seychelles et la Sierra Leone. Les abstentions pour leur part, sont plus nombreuses et sont des Etats qui ne veulent s'aligner et prenant une position relativement neutre, parmi lesquels certains se sont approchés à Moscou ; le Niger, le Sénégal, le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Cameroun, l'Angola, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Togo, la Tunisie, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Gambie, la Namibie, le Madagascar, le Ghana, le Sud Soudan, l'Eswatini ou encore le Soudan ; ces abstentions sont prises comme des positions prudentes. Dans le camp de « contre » c'est l'Érythrée qui traditionnellement est contre toute résolution de nature à sanctionner la Russie ; auxquels se sont ajoutés ; d'autres alliés (nouveaux parfois) de la Russie en l'occurrence, le Mali, l'Algérie, la République centrafricaine, le Burundi, l'Éthiopie, le Congo-Brazzaville, le Zimbabwe et le Gabon.

Les absents sont aussi importants (position assimilée) ; l'absence est une sorte d'abstention sans implication dans la séance. Il s'agit notamment du Bénin, Burkina Faso, Djibouti, le Mauritanie, le Maroc, la Guinée, le Rwanda, la Guinée, le Rwanda ou encore la Somalie, la Zambie, la Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe.

### **1.2. Analyse des votes : abstentions, soutiens (favorable), oppositions (défavorable)**

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté plusieurs résolutions condamnant cette guerre. Les votes des Etats africains lors de ces séances ont révélé une diversité de positionnements, allant de l'abstention à l'opposition ouverte en passant par le soutien aux textes condamnant la Russie. Lors du vote de la résolution A/ES-11/L.1 du 2 mars 2022, qui « déplorait l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine », 28 pays africains sur 54 ont voté en faveur, 17 se sont abstenus, 8 n'ont pas voté, et 1 seul l'Érythrée a voté contre. Cette distribution reflète non seulement les rapports historiques de certains

pays africains avec la Russie ou l'ex-URSS, mais aussi les stratégies diplomatiques prudentes dans un contexte de rivalités mondiales accrues<sup>1</sup>.

L'abstention, qui a concerné des pays comme le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Burundi ou le Mali, est souvent interprétée comme une volonté de neutralité stratégique, dans un monde multipolaire où ni les Etats-Unis ni la Russie ne sont perçus comme des partenaires idéaux exclusifs. Cette position est aussi vue comme une forme de résistance aux injonctions morales de l'Occident, perçues comme sélectives et parfois hypocrites, notamment en raison des interventions militaires passées en Irak ou en Libye<sup>2</sup>. L'Afrique du Sud, par exemple, tout en réaffirmant son attachement à la Charte des Nations unies, a préféré s'abstenir lors de la majorité des votes, affirmant qu'une médiation équilibrée serait plus bénéfique qu'une prise de position alignée.

De leur côté, des pays comme le Kenya, le Ghana, le Nigeria, la République Démocratique du Congo et le Gabon ont voté à plusieurs reprises en faveur des résolutions condamnant l'agression russe. Le Kenya, notamment, s'est distingué dès le début du conflit par un discours remarqué à l'ONU, où son ambassadeur Martin Kimani a dénoncé les visées néo-impérialistes de Moscou en rappelant que les frontières héritées de la colonisation ne devaient pas servir de prétexte à des guerres d'expansion<sup>3</sup>. Ce vote favorable traduit une volonté de soutenir les principes du droit international, en particulier le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, des valeurs chères à nombre de pays africains, eux-mêmes souvent victimes de violations frontalières ou de sécessions internes.

À l'inverse, l'Érythrée, seul pays africain à avoir voté contre toutes les résolutions critiques envers la Russie, confirme sa proximité politique avec Moscou, fruit d'un isolement prolongé vis-à-vis de l'Occident et de relations militaires et diplomatiques renforcées avec la Russie et la Chine. D'autres pays comme le Zimbabwe, la Centrafrique ou le Mali, sans voter contre, ont souvent évité de s'exprimer, ou se sont abstenus, ce qui reflète une dépendance croissante à la coopération sécuritaire russe, notamment via le groupe Wagner<sup>4</sup>. Cette dépendance explique en grande partie leur prudence dans l'arène onusienne.

Les votes aux Nations unies ne reflètent pas seulement des affinités géopolitiques, mais également des calculs économiques et sécuritaires. De nombreux Etats africains cherchent à diversifier leurs partenaires, tout en évitant de compromettre leur coopération militaire ou énergétique avec la Russie. L'Algérie, grand partenaire gazier de Moscou, s'est ainsi abstenue, tandis que l'Égypte, tout en votant parfois en faveur des résolutions, ménage ses relations bilatérales pour des raisons commerciales et militaires. De plus, certains gouvernements redoutent les représailles diplomatiques ou économiques en cas de positionnement trop tranché<sup>5</sup>.

Ainsi, l'analyse de ces votes montre que l'Afrique, souvent perçue comme une entité passive dans les relations internationales, développe désormais des diplomaties affirmées, fondées sur des intérêts stratégiques propres. La fragmentation des votes révèle une autonomie croissante des Etats africains dans le système onusien, en quête d'un rôle plus actif dans la gouvernance mondiale. Ainsi,

---

<sup>1</sup>Pérouse de Montclos Marc-Antoine, *L'Afrique face à la guerre en Ukraine*, Paris, Karthala, 2022, p. 49.

<sup>2</sup>Charbonneau Bruno, *La guerre en Ukraine vue d'Afrique*, Paris, CNRS Éditions, 2023, p. 117.

<sup>3</sup>Kimani Martin, Discours officiel du représentant permanent du Kenya à l'ONU, New York, ONU, 2022.

<sup>4</sup>Ramani Samuel, *Russia in Africa*, Londres, Oxford University Press, 2023, traduit par Claire Dutertre, p. 203.

<sup>5</sup>Natorski Pierre, *Géopolitique de l'Afrique contemporaine*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2023, p. 94.

comme l'indique Bah Thierno, les pays africains refusent de se laisser instrumentaliser dans une nouvelle guerre froide et revendiquent une voix indépendante, en accord avec leurs priorités nationales<sup>6</sup>.

### 1.3. Rôle de l'Afrique dans les débats onusiens

Depuis l'éclatement du conflit russo-ukrainien, l'Afrique a occupé une place non négligeable dans les débats onusiens. Contrairement à une vision traditionnelle du continent comme simple récepteur passif de décisions géopolitiques, plusieurs Etats africains ont exprimé des positions fermes, nuancées ou critiques face aux résolutions de l'Assemblée générale. Leurs interventions ont insisté sur le respect du droit international, la souveraineté des Etats, ainsi que la nécessité d'un règlement pacifique des différends, reflétant une diplomatie plus active et consciente de ses responsabilités dans la gouvernance mondiale<sup>7</sup>.

Le cas du Kenya est particulièrement illustratif. Lors de son discours à l'ONU en février 2022, l'ambassadeur Martin Kimani a livré une analyse percutante sur les dangers des revendications historiques territoriales, critiquant directement la justification avancée par la Russie. Il a comparé la situation en Ukraine à celle de l'Afrique postcoloniale, affirmant que si les pays africains avaient tenté de reconfigurer leurs frontières coloniales, ils seraient restés prisonniers d'un cycle interminable de guerre<sup>8</sup>. Cette déclaration, largement saluée, a montré la capacité de certains pays africains à porter un discours de principe dans les débats multilatéraux.

D'autres pays africains, comme l'Afrique du Sud, ont adopté une posture plus équilibrée. Pretoria, tout en reconnaissant les violations du droit international, a mis en avant l'importance du dialogue et de la neutralité active. À plusieurs reprises, ses représentants ont insisté sur la nécessité de comprendre les causes profondes du conflit et d'impliquer toutes les parties dans une résolution pacifique<sup>9</sup>. Cette attitude traduit aussi la volonté de préserver ses relations stratégiques avec les BRICS, notamment la Russie et la Chine. Au niveau collectif, plusieurs Etats membres de l'Union africaine ont tenté de faire entendre une voix commune, bien que les divergences internes aient rendu difficile l'adoption d'une position unifiée. Néanmoins, dans les groupes régionaux à l'ONU (comme le Groupe africain), des efforts ont été faits pour porter les revendications africaines, notamment en ce qui concerne la réforme du Conseil de sécurité. De nombreux dirigeants africains estiment que leur sous-représentation dans les organes décisionnels majeurs de l'ONU limite l'impact réel du continent sur les grandes questions internationales<sup>10</sup>. Plusieurs diplomates africains ont également profité des tribunes onusiennes pour souligner le double standard de la communauté internationale. Ils ont dénoncé l'absence de mobilisation équivalente sur les conflits prolongés en Afrique (comme en République centrafricaine, au Sahel ou en République démocratique du Congo) alors que l'Ukraine bénéficiait d'un soutien politique, militaire et financier sans précédent. Cette critique implicite a renforcé le sentiment d'injustice

---

<sup>6</sup> Bah Thierno, *L'Afrique et la reconfiguration de l'ordre mondial*, Paris, L'Harmattan, 2023, p. 138.

<sup>7</sup> Bah Thierno, *Op.cit.*, p.142.

<sup>8</sup> Kimani Martin, Discours officiel du représentant permanent du Kenya à l'ONU, New York, ONU, 2022. Consulté le 29.04.2025 à 20h 31'

<sup>9</sup> Manley Linda, *South Africa's diplomacy in a time of war*, Johannesburg, Wits University Press, traduit par Alain Ngoma, 2023, p. 84. Disponible sur : <https://witspress.co.za>. Consulté le 29.04.2025 à 20h 42'

<sup>10</sup> Gadio Cheikh Tidiane, *Afrique, multilatéralisme et réforme de l'ONU*, Dakar, Éditions Diaspora, 2023, p. 91. Disponible sur : <https://www.editionsdiaspora.com>. Consulté le 29.04.2025 à 20h 52'

systemique au sein du système multilatéral et a poussé certains Etats africains à s'abstenir lors des votes contre la Russie<sup>11</sup>.

Finalement, à travers leurs interventions, abstentions ou votes affirmatifs, les Etats africains ont utilisé le cadre onusien comme une plateforme de visibilité stratégique. Leurs prises de position ne sont pas que des réponses à un conflit extérieur, mais également des affirmations de souveraineté, des revendications de justice globale et un appel à la refondation du multilatéralisme. Le rôle croissant de l'Afrique dans les débats de l'ONU montre un continent plus conscient de son poids diplomatique et prêt à en faire usage dans les arènes internationales.

## Section.2. Les positions africaines face au conflit : diversité et rationalités

Depuis le déclenchement du conflit russo-ukrainien en février 2022, les réactions des Etats africains ont été marquées par une grande diversité. Cette diversité traduit les multiples intérêts stratégiques, historiques et économiques qui façonnent les positions africaines sur la scène internationale. Certains Etats ont voté en faveur des résolutions de l'ONU condamnant l'invasion russe, d'autres se sont abstenus, tandis que quelques-uns ont exprimé un soutien implicite ou explicite à Moscou. Ce pluralisme témoigne du refus du continent de s'aligner de manière rigide dans un contexte international polarisé.

Un premier groupe des pays généralement proches des puissances occidentales ou soucieux de défendre l'ordre juridique international, s'est rangé du côté de l'Ukraine. Le Kenya, par exemple, s'est démarqué par son discours à l'ONU condamnant la remise en cause des frontières héritées de la colonisation<sup>12</sup>. Le Ghana, le Cap-Vert, ou encore le Rwanda ont exprimé un soutien diplomatique à Kiev, estimant que le recours à la force violait la souveraineté nationale d'un État membre des Nations unies<sup>13</sup>. Ces Etats voient dans le respect du droit international un principe fondamental pour leur propre sécurité et stabilité. En revanche, un second groupe, majoritaire, a opté pour l'abstention lors des votes à l'Assemblée générale de l'ONU. C'est le cas du Sénégal, de l'Afrique du Sud, de la République démocratique du Congo ou encore de l'Ouganda. Ces abstentions traduisent une posture de non-alignement stratégique, justifiée par une volonté de privilégier la médiation et le dialogue plutôt que la confrontation<sup>14</sup>. Ces pays cherchent également à préserver des relations équilibrées avec la Russie et l'Occident, compte tenu des intérêts économiques croisés<sup>15</sup>.

Un troisième groupe de pays, bien plus restreint, affiche une proximité stratégique avec Moscou. Des Etats comme l'Erythrée, le Mali, la République centrafricaine, ou encore le Zimbabwe ont exprimé un soutien politique ou militaire à la Russie. Certains, comme le Mali, ont noué des accords de coopération avec des acteurs russes, notamment la société paramilitaire Wagner, ce qui a influencé leurs

<sup>11</sup>Tella Oluwaseun, *Africa's International Relations in the New Global Order*, London, Routledge, traduit par Moussa Diallo, 2023, p. 106. Disponible sur : <https://www.routledge.com>. Consulté le 29.04.2025 à 20h 59'

<sup>12</sup>Murithi Tim, «Africa's Strategic Silence on Ukraine: A Diplomatic Reading», in *ISS Africa Report*, Pretoria, ISS Africa, 2022, p. 14-17. <https://issafrica.org>.

<sup>13</sup>Faye Abdoulaye, *Les relations internationales africaines à l'épreuve du conflit russo-ukrainien*, Dakar, Presses universitaires de Dakar, 2023, p. 56.

<sup>14</sup>Zounmenou Dieudonné, « Pourquoi l'Afrique est divisée sur la guerre en Ukraine », in *Jeune Afrique*, Paris, 2022, p. 38-41. <https://www.jeuneafrique.com>. Consulté le 29.04.2025 à 21h 09'

<sup>15</sup>Mouafo Charles, *L'Afrique dans les recompositions du système international*, Yaoundé, Éditions CLE, 2023, p. 74.

choix diplomatiques<sup>16</sup>. Cette alliance repose sur une rhétorique de rejet de l'ingérence occidentale, de souveraineté retrouvée, et d'un partenariat jugé plus respectueux par ces régimes.

Les rationalités expliquant cette diversité sont d'abord géopolitiques. Le souvenir de la guerre froide joue encore, notamment la mémoire du soutien soviétique à certains mouvements de libération nationale. De plus, la Russie est aujourd'hui perçue comme un contrepoids à l'hégémonie occidentale, ce qui séduit plusieurs régimes autoritaires africains en quête de légitimité internationale<sup>17</sup>. Par ailleurs, les enjeux économiques sont cruciaux : la Russie est un fournisseur important de blé, d'engrais et d'armements. Cela explique pourquoi de nombreux pays ne souhaitent pas compromettre leurs échanges commerciaux avec Moscou. Un autre facteur est la crise de confiance envers l'Occident. Beaucoup d'Etats africains estiment que les puissances occidentales adoptent des politiques à géométrie variable en matière de droit international, comme l'illustre leur silence face à certains conflits africains. De ce fait, l'abstention ou la neutralité est aussi une forme de contestation d'un ordre mondial perçu comme injuste ou déséquilibré. Pour ces pays, l'autonomie diplomatique et la diversification des partenariats sont devenues des priorités stratégiques.

Ainsi, l'Union africaine, bien qu'appelant à la cessation des hostilités, n'a pas pu dégager une position commune forte. Cela reflète les clivages internes au continent et l'absence d'une politique étrangère africaine unifiée<sup>18</sup>. Toutefois, cette diversité des positions ne traduit pas nécessairement une faiblesse. Elle peut aussi être perçue comme l'expression d'un nouveau réalisme africain, soucieux de défendre les intérêts nationaux dans un contexte de compétition entre grandes puissances.

## 2.1. Positions officielles des Etats africains : favobles, neutralité, silence

L'analyse des positions officielles des Etats africains face au conflit russo-ukrainien révèle une diversité de postures stratégiques marquées par la prudence, la neutralité ou le silence. Par exemple, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a dénoncé l'invasion de l'Ukraine tout en s'abstenant de condamner directement la Russie, appelant à une médiation impartiale. Cette approche est interprétée par Tim Murithi comme une affirmation d'une autonomie stratégique de l'Afrique du Sud dans un monde multipolaire<sup>19</sup>.

Des Etats comme le Maroc, l'Égypte ou le Sénégal ont adopté des positions plus discrètes. Le Maroc, par exemple, s'est abstenu lors de plusieurs votes aux Nations unies, mais a accueilli en 2023 une conférence sur la paix en Ukraine, illustrant une volonté d'équilibre. Comme le souligne Amine Bourahla, « cette stratégie d'équilibrisme permet au Maroc de préserver ses relations avec les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie et les pays du Golfe »<sup>20</sup>. À l'opposé, des pays comme le Mali, la République centrafricaine et le Burkina Faso ont exprimé un appui clair à la Russie. Le président malien Assimi Goïta a publiquement remercié la Russie pour son soutien militaire, en évoquant la nécessité

<sup>16</sup>Bachir Mohamed, *L'Afrique et les nouvelles géopolitiques globales : entre alignement et autonomie*, Paris, L'Harmattan, 2023, p. 104.

<sup>17</sup>Koko Stéphane, *L'Afrique et la guerre en Ukraine : entre héritages et réalités géopolitiques contemporaines*, Kinshasa, Université de Kinshasa, 2023, p. 91-93.

<sup>18</sup>Murithi Tim, *Art.cit.*, p.17.

<sup>19</sup>Murithi Tim, *Art.cit.*, p.22.

<sup>20</sup>Bourahla Amine, *Les stratégies diplomatiques du Maroc dans le conflit russo-ukrainien*, Rabat, Université Mohammed V, 2023, p. 58

d'un monde multipolaire. Selon Abdoulaye Faye, cette position reflète une convergence idéologique et stratégique avec Moscou, dans une logique de contestation de l'ordre international occidental<sup>21</sup>.

Certains pays africains ont opté pour une neutralité silencieuse, s'abstenant de tout commentaire officiel. Des Etats comme le Tchad, la Somalie ou la Guinée-Bissau n'ont ni voté ni pris publiquement position. Dieudonné Zounmenou qualifie cette attitude de « neutralité passive <sup>22</sup>», motivée par des considérations internes, des fragilités institutionnelles ou la volonté d'éviter les tensions diplomatiques. L'Algérie, quant à elle, se distingue par une ambiguïté stratégique : tout en s'abstenant lors des votes onusiens, elle renforce ses liens militaires et énergétiques avec la Russie. Le président Abdelmadjid Tebboune n'a pas émis de condamnation explicite, préférant une position prudente. Stéphane Koko considère cette posture comme révélatrice d'un pragmatisme fondé sur la souveraineté, les partenariats historiques et les intérêts géopolitiques<sup>23</sup>.

Au niveau des organisations régionales africaines, aucune position commune n'a émergé. Ni l'Union africaine, ni les communautés économiques régionales comme la CEDEAO ou la SADC n'ont émis de déclaration collective sur le conflit. Charles Mouafo y voit une illustration de l'atomisation diplomatique du continent, où chaque État défend ses priorités géopolitiques propres<sup>24</sup>.

## 2.2. Positions par rapport aux résolutions de l'ONU

Depuis le début du conflit russo-ukrainien, les résolutions adoptées à l'Assemblée générale de l'ONU ont constitué un espace crucial de positionnement des Etats africains. Ces résolutions, bien que non contraignantes, ont été révélatrices de la géopolitique en mutation dans les relations internationales. La première résolution significative fut celle du 2 mars 2022 (A/RES/ES-11/1), condamnant l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Sur 54 pays africains, 28 ont voté en faveur, 17 se sont abstenus, 8 n'ont pas participé au vote et 1 a voté contre. Cette répartition montre d'emblée la fragmentation des positions africaines, motivée par des intérêts stratégiques divers<sup>25</sup>.

Ce vote est le reflet d'un dilemme fondamental auquel de nombreux pays africains ont été confrontés ; choisir entre des principes de droit international tels que la souveraineté et l'intégrité territoriale et des considérations de partenariat économique, militaire ou diplomatique avec la Russie. Ainsi, des Etats comme le Kenya, le Ghana ou le Cap-Vert ont voté en faveur des résolutions, affirmant leur attachement aux normes internationales. À l'inverse, l'Afrique du Sud, l'Ouganda ou le Sénégal ont opté pour l'abstention, invoquant leur attachement à une approche diplomatique neutre, tout en exprimant leur préoccupation face à l'escalade du conflit<sup>26</sup>. La Russie, de son côté, a réussi à maintenir des liens solides avec certains pays africains, notamment en Afrique centrale et au Sahel. Le vote contre la résolution par l'Érythrée, ainsi que les abstentions de pays comme le Mali, la Centrafrique ou le Zimbabwe, reflètent des alliances sécuritaires étroites, souvent renforcées par la présence de groupes militaires russes comme Wagner. Selon Koko Stéphane, ces choix diplomatiques sont dictés moins par une conviction idéologique que par un pragmatisme politique visant à préserver des soutiens militaires dans des contextes sécuritaires fragiles.

<sup>21</sup>Faye Abdoulaye, *Op.cit.*, p. 62.

<sup>22</sup>Zounmenou Dieudonné, *Art.cit.*, p.61.

<sup>23</sup>Koko Stéphane, *Op.cit.*, p. 106.

<sup>24</sup>Mouafo Charles, *L'Afrique dans les recompositions du système international*, Yaoundé, Éditions CLE, 2023, p. 81

<sup>25</sup>Faye Abdoulaye, *Op.cit.*, p. 56.

<sup>26</sup>Mouafo Charles, *Op.cit.*, p. 74.

Par ailleurs, les votes lors des résolutions suivantes, notamment celles du 12 octobre 2022 sur l'illégalité des annexions de territoires ukrainiens, et celle du 23 février 2023 appelant à un retrait immédiat des troupes russes, ont montré une tendance similaire. Plusieurs pays africains ont maintenu leur posture d'abstention ou d'absence de vote. Cette continuité indique une volonté de ne pas être instrumentalisés dans une guerre qui oppose deux blocs géopolitiques (Bachir Mohamed<sup>27</sup>). Il s'agit aussi d'une expression du non-alignement renouvelé, hérité de la période de la Guerre froide, mais réinterprété dans un contexte de multipolarité. Selon Tim Murithi, cette stratégie d'abstention peut être vue comme un acte de souveraineté politique. Plutôt que d'opter pour un alignement automatique sur les puissances occidentales, certains pays africains choisissent de maintenir une distance diplomatique leur permettant de protéger leurs propres intérêts<sup>28</sup>. D'autres analystes, comme Dieudonné Zounmenou, y voient cependant un symptôme d'un manque de vision commune au sein de l'Union africaine, incapable de formuler une position cohérente face à une crise internationale majeure<sup>29</sup>.

Le Groupe africain à l'ONU, qui regroupe les 54 Etats membres, n'a pas réussi à produire une voix unique. Si des consultations ont eu lieu pour harmoniser les positions, les divergences profondes sur les priorités nationales ont prévalu. La diversité des partenaires extérieurs, les engagements bilatéraux avec la Russie ou les Etats-Unis, et les opinions internes des dirigeants politiques ont souvent empêché la construction d'un consensus continental. Ainsi, l'Afrique se retrouve dans une position inconfortable : écartelée entre des principes normatifs qu'elle a historiquement soutenus, et des impératifs géostratégiques actuels.

Enfin, la position de l'Afrique dans ces résolutions montre une tendance vers l'affirmation d'une diplomatie plus pragmatique et indépendante. De plus en plus d'Etats cherchent à sortir de la logique binaire héritée de la Guerre froide pour affirmer leur propre lecture des rapports internationaux. Cela pourrait représenter une opportunité de redéfinir le rôle du continent sur la scène mondiale, à condition que cette diversité soit articulée autour de principes collectifs partagés.

### 2.3. Déterminants du positionnement : historique, stratégique, économique, idéologique

Les positions adoptées par les Etats africains à l'égard du conflit russo-ukrainien ne peuvent être comprises sans un retour sur l'héritage historique de la guerre froide. Pendant cette période, plusieurs pays africains ont reçu un soutien important de l'Union soviétique dans leurs luttes anticoloniales et postcoloniales. Ce passé a laissé des traces durables dans la mémoire politique de certains dirigeants, comme en Afrique du Sud, en Angola ou au Mozambique, où la Russie actuelle est encore perçue comme une alliée historique<sup>30</sup>. Cette mémoire de solidarité révolutionnaire joue un rôle dans les attitudes de neutralité, voire de sympathie envers Moscou.

Au plan stratégique, de nombreux Etats africains cherchent à éviter toute aliénation d'un partenaire international, en optant pour un positionnement de neutralité calculée. Cette posture s'appuie sur une volonté de maximiser les bénéfices diplomatiques dans un monde multipolaire, en gardant des marges de manœuvre avec l'Occident, la Russie et la Chine. Comme le souligne Hassan Khadija, cette stratégie de « non-alignement réinventé » traduit une affirmation d'autonomie diplomatique qui refuse

<sup>27</sup>Bachir Mohamed, *Op.cit.*, p. 104.

<sup>28</sup>Murithi Tim, *Art.cit.*, p.14-17.

<sup>29</sup>Zounmenou Dieudonné, *Art.cit.*, p.61.

<sup>30</sup>Moyo Lazarus, *Souvenirs de Moscou : Afrique australe et mémoire soviétique*, Johannesburg, Wits University Press, 2023, p. 44.

l'alignement automatique sur les puissances dominantes, tout en ménageant les intérêts de coopération<sup>31</sup>. L'économie constitue un facteur déterminant majeur.

La dépendance de plusieurs pays africains vis-à-vis du blé, des engrais ou du pétrole russes a incité certains gouvernements à éviter toute hostilité ouverte envers Moscou. En 2022, plus de 40 % du blé consommé en Afrique subsaharienne provenait d'Ukraine et de Russie<sup>32</sup>. Dès lors, les sanctions imposées à la Russie ont provoqué des inquiétudes alimentaires sur le continent, poussant certains Etats à adopter une position plus conciliante pour sécuriser leur approvisionnement. À cela s'ajoute l'enjeu de la sécurité. La Russie est devenue un partenaire militaire de premier plan pour plusieurs régimes africains en difficulté. Le déploiement de forces paramilitaires russes comme Wagner en Centrafrique ou au Mali illustre un redéploiement stratégique de Moscou sur le continent. Cette coopération sécuritaire influence fortement la position de certains Etats, qui perçoivent la Russie comme une alternative aux partenariats militaires occidentaux, jugés trop conditionnels<sup>33</sup>. Cette dimension est particulièrement visible dans les votes à l'ONU.

Le déterminant idéologique n'est pas à négliger. Une partie des élites africaines partage un discours critique à l'égard de l'ordre mondial dominé par l'Occident, qu'elles considèrent comme inéquitable et néocolonial. Le soutien ou la neutralité vis-à-vis de la Russie peut alors refléter un rejet plus large des « ingérences occidentales », ainsi qu'un attrait pour des puissances qui se présentent comme respectueuses de la souveraineté nationale<sup>34</sup>. Cette idéologie souverainiste alimente une certaine sympathie envers Moscou, même sans justification directe de son intervention militaire. La position de certains Etats repose également sur des intérêts diplomatiques concrets. Plusieurs gouvernements africains siègent ou aspirent à siéger dans des instances internationales comme le Conseil de sécurité ou le Conseil des droits de l'homme. Ils ajustent donc leur vote et leur discours en fonction de leurs ambitions multilatérales. C'est le cas du Gabon ou du Ghana, qui ont choisi de soutenir les résolutions de l'ONU contre la Russie pour affirmer leur crédibilité institutionnelle<sup>35</sup>. Ces calculs diplomatiques sont souvent invisibles, mais structurants.

Un autre déterminant est la pression exercée par les puissances extérieures. Certains pays africains, dépendants de l'aide occidentale ou chinoise, subissent des pressions diplomatiques les incitant à voter dans un sens ou un autre. Cela se traduit parfois par des positions ambivalentes, des abstentions ou l'absence pure et simple lors des votes. Cette contrainte révèle une forme de diplomatie sous tension, où l'autonomie est souvent bridée par les réalités de l'aide au développement et des relations commerciales<sup>36</sup>.

Ainsi, les opinions publiques africaines, bien que peu consultées officiellement, influencent aussi les décisions politiques. Dans certains pays comme le Nigeria ou le Kenya, des segments importants de la société civile se sont montrés critiques envers la Russie, appelant à une position morale fondée sur la souveraineté des Etats. Ailleurs, comme au Mali ou en Centrafrique, une partie de l'opinion soutient la Russie perçue comme un contrepoids à l'influence occidentale<sup>37</sup>. Cette pression informelle renforce ou

<sup>31</sup>Khadija Hassan, *Neutralité stratégique et diplomatie africaine*, Rabat, Centre d'Études Internationales, 2022, p. 69.

<sup>32</sup>Mabika Patrick, *Géopolitique alimentaire et dépendances africaines*, Libreville, Éditions Ntoun, 2023, p. 21.

<sup>33</sup>Kamsky Benedikt, *Russia in Africa: Strategic Expansion and Local Responses*, Berlin, Friedrich Ebert Stiftung, 2023, p. 85.

<sup>34</sup>Kane Aïssata, *L'Afrique face aux nouvelles configurations géopolitiques*, Dakar, Presses de l'UCAD, 2023, p. 62.

<sup>35</sup>Nzau Jacques, *Afrique et diplomatie multilatérale*, Kinshasa, Université de Kinshasa, 2023, p. 58.

<sup>36</sup>Soumaré Demba, *L'Afrique et le dilemme de l'alignement*, Bamako, Éditions Populaires, 2022, p. 39.

<sup>37</sup>Dupont Fanny, *L'opinion africaine face à la guerre en Ukraine*, Paris, CNRS Éditions, 2023, p. 71.

nuance les postures étatiques. Le positionnement africain face au conflit russo-ukrainien est un phénomène multicausal. Il résulte de l'imbrication de plusieurs facteurs historiques, stratégiques, économiques, sécuritaires et idéologiques dans un contexte où chaque État poursuit ses propres intérêts. Comme le souligne Noureddine Hachimi Alaoui, « l'Afrique n'est pas un bloc homogène mais un continent de rationalités différenciées face à un conflit qui redéfinit les équilibres du système international »<sup>38</sup>.

### Section.3. Les implications du positionnement africain

Les implications sont d'ordre juridique et géopolitique :

#### 3.1. Implications d'ordre juridique

##### ✓ *Fonctionnement de l'Assemblée générale des Nations unies*

L'Assemblée générale est le principal organe de délibération. Elle se compose des représentants de tous les États membres, qui disposent chacun d'une voix. Les décisions sur des sujets importants tels que la paix et sécurité internationale, l'admission de nouveaux membres et les questions budgétaires sont prises à la majorité des deux tiers. Les décisions sur les autres sujets sont prises à la majorité simple.

La crise a mis en lumière les faiblesses des institutions internationales comme l'ONU, suscitant des appels à des réformes pour améliorer leur efficacité. Les critiques ont souligné la nécessité de renforcer les mécanismes de prévention des conflits et de réponse rapide aux crises.

Des propositions ont été faites pour améliorer la représentativité et la transparence des processus décisionnels au sein de ces institutions. Par exemple, la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU est souvent citée comme une priorité pour refléter les réalités géopolitiques actuelles. Ces réformes visent à rendre les institutions internationales plus réactives et capables de gérer les défis mondiaux contemporains<sup>39</sup>.

Autrement dit, contenu du soutien dont bénéficient les États Africains au Conseil de sécurité de la part de la Russie, voter pour les sanctions ou condamnation à l'égard de son partenaire aurait une incidence majeure sur l'avenir de la coopération entre les différents partenaires. Par conséquent, pour protéger leurs intérêts définis dans le cadre de leurs partenariats avec la Russie, la plupart des États africains votent contre ou s'abstiennent lors du vote des résolutions sanctionnant ce pays au niveau de l'Assemblée générale des Nations unies. La position des certains États africains au niveau de l'Assemblée générale de l'ONU, surtout ceux qui se sont abstenus à condamner et ceux qui s'absentent carrément aux séances, est donc une sorte de contrepartie à l'égard du soutien russe au conseil de sécurité, et de leur souci commune pour l'avènement d'un monde multipolaire et d'une Afrique désoccidentalisée.

##### ✓ *Au niveau du vote au Conseil de Sécurité de l'ONU*

Concernant les relations entre la Russie et l'Afrique au sein du conseil de sécurité, la place qu'occupe la Russie au sein du Conseil de sécurité de l'ONU est problématique pour l'avancement de la démocratie dans ce pays. Dans une douzaine de cas, des résolutions de Conseil de sécurité ou du Conseil

<sup>38</sup>Hachimi Alaoui Noureddine, *L'Afrique et les conflits mondiaux*, Casablanca : Editions Afrique-Orient, 2023, p. 33.

<sup>39</sup> Informations tirées de <https://www.cfr.org/background/what-are-economic-sanctions>, consulté le 02 septembre 2024 à 20h10.

des droits de l'homme de l'ONU ayant condamné les violations des droits de l'homme, la remise en cause des processus démocratiques, l'absence de respect par le gouvernement d'élections équitables ou l'absence de conduite démocratique ; se sont heurtées au veto russe. D'autres chercheurs estiment la politique russe en Afrique est particulièrement stratégique, elle cherche à contourner l'isolement de la Russie voulu par les occidentaux après l'invasion russe en Ukraine. Elle cherche à tisser des liens plus étroits avec les pays n'appartenant pas à l'ordre international dirigé par l'occident, en particulier en Asie, en Amérique latine et en Afrique.

Dans ce contexte, les rivalités entre la Russie et les pays Occidentaux en Afrique ont des conséquences sur les résolutions du conseil de sécurité de l'ONU. Dans ce registre des conséquences, on peut citer l'implication du conflit russo-ukrainien sur le fonctionnement du Conseil de sécurité des Nations unies. Autrement dit, la place de la Russie au conseil de sécurité est de plus confortable parce qu'elle dispose du droit de veto. Tout soutien à ce niveau est plus d'ordre symbolique que d'importance capitale. Elle se suffit d'elle-même ; il est clairement établi dans la charte de l'ONU que « si un membre permanent est opposé à une décision, il peut voter contre, ce qui revient à opposer son veto ». Les cinq membres permanentes du Conseil de sécurité ont tous exercé un jour ou l'autre leur droit de veto ; et la Russie plus que tous les autres. Ce veto peut servir à bloquer toute résolution qui lui est hostiles ou qui l'est à un allié.

Le soutien de la Russie au sein du conseil de sécurité, est lié à la volonté de la Russie de se rapprocher du sud global. Cette situation selon certains analystes acquis à la vision occidentale est le risque de déclin de la démocratie sur le continent africain. Pour eux, le soutien de la Russie aux régimes hostiles (qualifiés de non démocratiques) est l'une de cause des nombreux coups d'Etat orchestrés en Afrique dans les cinq dernières années.

Dans un rapport du centre d'études stratégiques de l'Afrique<sup>40</sup> il est supposé que dans certains pays africains où l'influence russe est importante, profiteraient du soutien de la Russie au sein du conseil de sécurité. Pour ce rapport, cela pourrait conduire au déclin de la démocratie sur le continent africain soutenant des régimes qualifiés d'autocrates. Le rapport cite le Mali et rappelle que c'est la Russie qui fut le premier pays à soutenir la junte qui venait de renverser le pouvoir d'Ibrahim Boubakar Keita en août 2020.

La Russie a soutenu par la suite le Burkina Faso et le Niger et a été accusée par les autorités françaises d'être derrière la dynamique des révoltes en Afrique de l'ouest ayant comme l'un des objectifs principaux, chasser la France de leur pays c'est-à-dire se délier de l'emprise de la France dans les secteurs économique, financier et politique. Le rapport accuse la Russie d'être impliquée dans des irrégularités électorales (fraude) orchestrées pour le maintien des chefs d'Etats au pouvoir, en Ouganda, en Centrafrique, au Zimbabwe, etc. Tous ces régimes bénéficient du soutien russe au sein du conseil de sécurité de l'ONU. Elle bloque souvent des résolutions destinées à les condamner<sup>41</sup>. La Russie a opposé son veto à la résolution du Conseil de sécurité sur le Soudan en novembre 2024, et contre le Mali en 2022 et le Niger en 2023.

La place de la Russie au conseil de sécurité est de plus confortable parce qu'elle dispose du droit de veto. Tout soutien à ce niveau est plus d'ordre symbolique que d'importance capitale. Elle se suffit d'elle-même ; est clairement établi dans la charte de l'ONU que « si un membre permanent est

<sup>40</sup> Rapport du Centre d'études stratégique de l'Afrique disponible sur <http://africacenter.org/fr/focus-sur/russie-en-afrique/>, consulté le 4 janvier 2025

<sup>41</sup> Idem.

*opposé à une décision, il peut voter contre, ce qui revient à opposer son veto* ». Les cinq membres permanentes du Conseil de ont tous exercé un jour ou l'autre leur droit de veto ; et la Russie plus que tous les autres. Ce veto peut servir à bloquer toute résolution qui lui est hostiles ou qui l'est à un allié.

Le président russe Vladimir Poutine a offert ce qu'il appelé un « soutien total » à l'Afrique, notamment dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Le Ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a lu ce discours à ses homologues africains lors d'un sommet organisé dans la station balnéaire de Sotchi, sur la mer Noire<sup>42</sup>. Le soutien russe est multisectoriel.

### 3.1. Implications d'ordre géopolitique

Le positionnement des Etats africains face au conflit russo-ukrainien révèle une volonté croissante d'affirmer une autonomie stratégique sur la scène internationale. En s'abstenant massivement ou en évitant les positionnements tranchés dans les forums comme l'ONU, de nombreux pays africains entendent marquer leur rejet des logiques de blocs héritées de la guerre froide. Ce refus d'alignement systématique avec les puissances occidentales est perçu comme une affirmation de souveraineté diplomatique, dans un contexte de redéfinition du multilatéralisme<sup>43</sup>. Il s'agit pour l'Afrique de se situer en tant qu'acteur capable d'interagir avec toutes les puissances, sans renier ses intérêts.

Ce positionnement ambigu mais stratégique a également des effets sur les alliances internationales. La Russie, en quête de soutiens symboliques face à l'isolement imposé par l'Occident, a renforcé ses liens avec certains Etats africains par la coopération militaire, énergétique ou politique. Cette proximité permet à la Russie de maintenir une présence diplomatique active dans les enceintes multilatérales. L'Afrique devient ainsi une région où Moscou cherche à construire une nouvelle légitimité internationale<sup>44</sup>. Ce partenariat, parfois qualifié de « géopolitique de substitution », s'inscrit dans une reconfiguration plus large des rapports de force mondiaux.

Les pays occidentaux, notamment les membres de l'Union européenne et les Etats-Unis, ont pris conscience du rôle croissant de l'Afrique dans les votes onusiens et les débats internationaux. Cela se traduit par un regain d'intérêt diplomatique, comme en témoignent les multiples sommets Afrique-Union européenne ou les visites d'émissaires américains. Le continent devient un enjeu de compétition d'influence, où chaque puissance tente de séduire ou de rallier les Etats africains à sa cause<sup>45</sup>. Cette situation offre à l'Afrique une opportunité de marchandage diplomatique, mais aussi le risque d'une instrumentalisation géopolitique. La diversité des positions africaines contribue également à une redéfinition des solidarités régionales. Si certains Etats, comme le Kenya, ont condamné l'invasion russe, d'autres, comme le Mali ou la République centrafricaine, ont renforcé leur coopération avec Moscou. Cette hétérogénéité nuit à la formulation d'une voix africaine unifiée sur les grandes questions internationales. Toutefois, elle traduit aussi une pluralité d'expériences, de régimes politiques et d'intérêts stratégiques qui empêchent une homogénéisation artificielle<sup>46</sup>. La cohésion continentale, déjà difficile sur d'autres dossiers, se voit ainsi encore mise à l'épreuve.

<sup>42</sup> Federica Saini Fasanotti, "Russia's Wagner Group in Africa: Influence, Commercial Concessions, Rights Violations, and Counterinsurgency Failure", in *Brookings*, 8 février 2022.

<sup>43</sup> Mouafo Charles, *Op.cit.*, p. 88.

<sup>44</sup> Zounmenou, David, « Pourquoi l'Afrique est divisée sur la guerre en Ukraine », in *Jeune Afrique*, 2022, p. 39. Disponible sur <https://www.jeuneafrique.com>. Consulté le 29.04.2025 à 17h 50'

<sup>45</sup> Faye Abdoulaye, *Op.cit.*, p. 64.

<sup>46</sup> Bachir Mohamed, *Op.cit.*, p. 109.

### 3.1. Implication d'ordre politique

#### ✓ *les relations Afrique-Russie*

Le conflit russo-ukrainien a considérablement influencé l'évolution des relations entre la Russie et l'Afrique. Face à l'isolement diplomatique imposé à Moscou par les puissances occidentales, le Kremlin a intensifié sa stratégie de réengagement avec le continent africain. Plusieurs Etats africains ont vu dans cette situation une opportunité pour renforcer des partenariats bilatéraux sur fond d'intérêts stratégiques, économiques et militaires. Selon Seya Koko, cette dynamique s'inscrit dans une volonté mutuelle de construire un nouvel ordre international non soumis à la domination occidentale<sup>47</sup>.

La Russie s'est appuyée sur les instruments du soft power et du hard power pour approfondir ses liens en Afrique. Des accords de coopération dans les domaines de l'énergie, de la sécurité, de l'agriculture et de la formation ont été signés ou renouvelés, notamment avec le Mali, le Burkina Faso, la Centrafrique ou encore le Soudan. La présence du groupe Wagner, bien qu'opaque, constitue l'une des manifestations les plus visibles de l'approche sécuritaire de la Russie sur le continent. Pour Mohamed Bachir, cette approche hybride permet à Moscou de contourner les canaux diplomatiques classiques tout en garantissant des points d'ancrage géopolitiques durables<sup>48</sup>. Le volet économique des relations Afrique-Russie a aussi connu des évolutions significatives. En 2022 et 2023, le Burkina Faso, la République centrafricaine, l'Erythrée, le Zimbabwe et la Somalie ont bénéficié de livraisons de céréales russes à prix préférentiels, surtout après la fin de l'accord sur les exportations ukrainiennes via la mer Noire. Cette aide ciblée a été utilisée par la Russie comme un outil d'influence politique, en particulier dans les pays touchés par l'insécurité alimentaire. Abdoulaye Faye souligne que cette forme d'assistance constitue une « diplomatie du blé » qui vise à construire une dépendance positive<sup>49</sup>.

Moscou multiplie les initiatives symboliques pour renforcer son image en Afrique. Les sommets Russie-Afrique, dont le dernier s'est tenu à Saint-Pétersbourg en 2023, servent de vitrines pour afficher la solidarité russo-africaine. Lors de ces rencontres, la Russie met l'accent sur la lutte commune contre le néocolonialisme, la souveraineté économique et le multilatéralisme équitable. Selon Charles Mouafo, ces discours séduisent une partie des élites africaines qui aspirent à une diversification des partenariats internationaux<sup>50</sup>. Cependant, cet approfondissement des relations n'est pas sans risques pour les pays africains. Un alignement trop visible avec Moscou pourrait compromettre certaines aides financières et coopérations techniques avec les institutions occidentales. Le cas du Mali, dont les liens avec la Russie ont provoqué des tensions avec la CEDEAO et l'Union européenne, en est une illustration. David Zounmenou rappelle que cette orientation stratégique, si elle n'est pas équilibrée, peut fragiliser la position diplomatique d'un pays africain dans l'arène internationale<sup>51</sup>.

Il convient aussi de souligner que tous les Etats africains ne partagent pas le même enthousiasme envers la Russie. Certains pays, comme le Kenya ou le Ghana, se montrent prudents dans leurs relations avec Moscou, privilégiant une diplomatie équilibrée. D'autres, tels que le Rwanda, ont clairement exprimé leur attachement à l'ordre multilatéral actuel. Cette diversité de positionnement reflète les différences de trajectoires politiques, de priorités économiques et d'alliances traditionnelles, comme

<sup>47</sup>Koko Seya, *Op.cit.*, p. 93.

<sup>48</sup>Bachir Mohamed, *Op.cit.*, p. 109.

<sup>49</sup>Faye Abdoulaye, *Op.cit.*, p. 69.

<sup>50</sup>Mouafo Charles, *Op.cit.*, p. 90.

<sup>51</sup>Zounmenou, David, *Art.cit.*, p. 40.

l'observe Noureddine Hachimi Alaoui<sup>52</sup>. Sur le long terme, les relations Afrique-Russie pourraient renforcer le rôle du continent dans les recompositions géopolitiques mondiales. Si la Russie parvient à maintenir une présence cohérente et à offrir des alternatives crédibles aux modèles occidentaux, elle pourrait consolider une forme de partenariat stratégique avec l'Afrique. Toutefois, cela nécessitera une transparence accrue, un véritable transfert de compétences, et une implication dans le développement local, sans quoi cette coopération pourrait demeurer strictement opportuniste.

✓ ***Les relations Afrique- Occident (désoccidentalisation de l'Afrique)***

Les positions africaines face au conflit russo-ukrainien ont sensiblement influencé les relations entre plusieurs Etats africains et leurs partenaires occidentaux, notamment l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis. Le refus ou l'abstention de certains pays africains lors des résolutions onusiennes condamnant l'agression russe a été perçu par les chancelleries occidentales comme une prise de distance, voire un « désalignement stratégique ». Par exemple, l'abstention de l'Afrique du Sud, du Sénégal, de l'Algérie ou de la République démocratique du Congo lors des votes clés à l'Assemblée générale des Nations unies a suscité des critiques, notamment aux Etats-Unis, où des membres du Congrès ont exprimé leur étonnement face à cette attitude, en dépit de l'aide financière ou militaire apportée par Washington à ces pays.

Cette posture a obligé les puissances occidentales à réévaluer leur stratégie diplomatique en Afrique. L'administration Biden, par exemple, avait renforcé sa présence diplomatique et a multiplié les visites de hauts responsables sur le continent. La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, s'est rendue au Sénégal, en Zambie et en Afrique du Sud en 2023 pour renforcer les liens économiques et politiques. Ces déplacements visent à contrer l'influence russe (et chinoise) et à rappeler aux pays africains les avantages du partenariat avec les démocraties libérales occidentales<sup>53</sup>.

L'UE a revu certains de ses partenariats, notamment dans le domaine sécuritaire. Le retrait partiel des forces françaises du Mali et du Burkina Faso, allié à la rupture diplomatique avec ces pays, a été interprété comme une conséquence directe du rapprochement avec la Russie. La suspension de certaines aides européennes à ces pays, en particulier dans les secteurs de la formation militaire ou de la coopération technique, illustre cette rupture. Le cas du Mali, où la junte au pouvoir s'est ouvertement tournée vers la Russie et le groupe Wagner, est révélateur d'un basculement géopolitique qui fragilise les relations traditionnelles avec l'Occident<sup>54</sup>.

L'aide au développement constitue aussi un levier dans cette reconfiguration. Plusieurs pays européens ont conditionné le maintien ou la réévaluation de leur aide au respect de la démocratie et à l'alignement sur certaines positions géopolitiques. Toutefois, cette stratégie est perçue comme coercitive par certains Etats africains. Le président ougandais Yoweri Museveni, par exemple, a déclaré publiquement que l'Afrique devait avoir « sa propre voix » sur les questions internationales, rejetant toute forme de chantage diplomatique ou économique lié aux votes aux Nations unies<sup>55</sup>. Malgré cela, certains pays africains, à l'image du Rwanda ou du Kenya, ont maintenu une coopération étroite avec l'Occident tout en exprimant clairement leur attachement à l'ordre international fondé sur le droit. Le Kenya, notamment, s'est distingué par son discours ferme au Conseil de sécurité en février 2022,

<sup>52</sup>Hachimi Alaoui Noureddine, *Op.cit.*, p. 48.

<sup>53</sup>Mouafo Cyrille, *L'Afrique dans les recompositions du système international*, Yaoundé, Éditions CLE, 2023, p. 88.

<sup>54</sup>Koko Seya, *Op.cit.*, pp.106-107.

<sup>55</sup>Faye Abdoulaye, *Op.cit.*, p. 83.

défendant l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, en référence à l'annexion de la Crimée. Cette position a été saluée par les pays occidentaux comme un exemple de leadership africain responsable dans les affaires mondiales.

D'un autre côté, des ONG africaines et des intellectuels dénoncent l'instrumentalisation du conflit russo-ukrainien dans les relations Afrique-Occident. Ils appellent à une politique étrangère africaine fondée sur les intérêts du continent et non sur des logiques d'alignement idéologique. Ainsi, le professeur Thabo Murithi affirme que « l'Occident, en exigeant un positionnement tranché, risque de compromettre son image auprès des opinions publiques africaines qui aspirent à plus d'indépendance diplomatique <sup>56</sup> ».

Cette situation pourrait favoriser l'émergence d'une diplomatie africaine multisectorielle, où les Etats du continent cherchent à diversifier leurs partenariats sans exclure aucun acteur. Le positionnement face à la guerre en Ukraine devient alors un révélateur des aspirations africaines à une autonomie stratégique dans un monde multipolaire. Cette logique est perceptible dans les discours des présidents Macky Sall ou Félix Tshisekedi, qui insistent sur la nécessité pour l'Afrique d'être traitée comme un acteur à part entière dans les affaires internationales<sup>57</sup>.

## Section.4. Enjeux du positionnement des Etats africains

### 4.1. Enjeux d'autonomie africaine et rééquilibrage des partenariats

L'enjeu de l'autonomie stratégique africaine s'est intensifié avec le conflit russo-ukrainien, un événement qui a profondément redéfini les rapports de force mondiaux et, par extension, les relations de l'Afrique avec ses partenaires traditionnels et émergents. En effet, le positionnement ambigu de certains pays africains vis-à-vis du conflit, souvent caractérisé par des abstentions ou des prises de position neutres, a mis en lumière la volonté de plusieurs Etats du continent de ne plus se laisser dicter leur politique étrangère par les anciennes puissances coloniales. Dans cette optique, l'Afrique aspire à jouer un rôle plus autonome dans la prise de décisions internationales, en refusant d'être enfermée dans des blocs géopolitiques rigides<sup>58</sup>.

Cet appel à une autonomie stratégique se traduit par un rééquilibrage des partenariats entre l'Afrique et ses acteurs traditionnels, en particulier l'Europe et les Etats-Unis, et ses partenaires émergents, notamment la Chine, la Russie et l'Inde. Ce rééquilibrage permet à de nombreux pays africains de diversifier leurs sources de soutien en matière économique, militaire et diplomatique. Par exemple, les relations entre certains Etats africains et la Chine ont connu une montée en flèche ces dernières années, avec des accords de coopération mutuellement bénéfiques dans les domaines de l'infrastructure, de l'énergie et de la technologie. À cet égard, l'Afrique tente de naviguer entre ces différentes puissances sans se soumettre à une seule d'entre elles<sup>59</sup>.

L'autonomie stratégique s'exprime également à travers la création et le renforcement d'institutions régionales, comme l'Union africaine (UA) et les Communautés économiques régionales (CER), qui jouent un rôle crucial dans la gestion des crises et dans le processus de prise de décision politique. L'UA a notamment été appelée à s'affirmer davantage dans le cadre de la résolution des conflits internationaux, en particulier dans des affaires qui touchent directement à la souveraineté des

---

<sup>56</sup>Murithi Tim, *Art.cit.*, p.16.

<sup>57</sup>Zounmenou, David, *Art.cit.*, p. 40.

<sup>58</sup>Adesina Akinwumi, *The Africa We Want*, Londres, Routledge, 2023, p. 97.

<sup>59</sup>Achebe Chinua, *The Trouble with Nigeria*, Lagos, Pearson, 2023, p. 56.

Etats africains. L'Afrique, à travers ses institutions, désire ainsi prendre en main son destin et ne plus être une simple spectatrice des décisions prises au niveau global<sup>60</sup>.

Dans le cadre de ce rééquilibrage des partenariats, plusieurs pays africains ont opté pour une position moins dépendante de l'Occident et ont manifesté leur intérêt à développer des liens plus forts avec la Russie. Par exemple, des pays comme l'Égypte, l'Éthiopie et le Zimbabwe ont vu leurs relations avec Moscou se renforcer au cours des dernières années, non seulement sur le plan diplomatique, mais aussi dans les domaines militaire et économique. Le soutien de la Russie dans certains dossiers africains, comme la sécurité, les ressources naturelles ou l'accès aux marchés mondiaux, a séduit certains gouvernements africains qui cherchent à maximiser leurs options de partenariat<sup>61</sup>.

Cependant, le désir d'autonomie stratégique ne signifie pas un rejet absolu des relations avec les puissances occidentales. Les Etats africains continuent de maintenir des partenariats économiques avec l'Europe et les Etats-Unis, bien que ces relations aient évolué et que certaines frictions soient apparues, notamment sur la question des droits de l'homme et de la démocratie. L'Europe, par exemple, a récemment renforcé ses partenariats économiques avec plusieurs pays d'Afrique subsaharienne à travers des accords commerciaux et des investissements dans des projets de développement durable. Ce double engagement, avec des partenaires traditionnels tout en renforçant les relations avec des puissances émergentes, constitue une stratégie de diversification visant à garantir plus d'indépendance dans la gestion des affaires internationales<sup>62</sup>.

D'un autre côté, certains observateurs estiment que ce rééquilibrage des partenariats pourrait entraîner des risques, en particulier en ce qui concerne les conflits d'intérêts qui pourraient émerger entre les différentes puissances mondiales. La gestion de ces tensions géopolitiques pourrait compliquer davantage la situation des pays africains, qui doivent jongler entre leurs différents partenaires tout en préservant leurs intérêts nationaux et régionaux. Les Etats africains devront être prudents pour éviter de se retrouver pris entre deux feux, comme l'illustrent les tensions croissantes en Afrique centrale et de l'Ouest, où l'Occident, la Russie et la Chine revendiquent tous des intérêts dans les secteurs énergétiques et miniers<sup>63</sup>.

Les pays africains sont appelés à renforcer leurs propres capacités de défense et de gestion des conflits internes afin d'atteindre une véritable autonomie stratégique. Le soutien militaire russe dans certains pays africains, en particulier par l'intermédiaire du groupe Wagner, a soulevé des questions sur la nature de cette assistance et sur ses implications à long terme pour la souveraineté nationale. Si la diversification des partenaires est une option stratégique pour l'Afrique, il est crucial de s'assurer que les relations internationales ne deviennent pas une source de dépendance supplémentaire. L'objectif est que l'Afrique soit capable de défendre ses propres intérêts et de jouer un rôle actif dans la restructuration du système international.

#### 4.2. Enjeux stratégiques du Positionnement des Etats Africains.

A partir des années 2018, plusieurs gouvernements africains ont coupé les liens avec leurs alliés traditionnels, les occidentaux, et se retournent vers Moscou pour obtenir de l'aide dans la

<sup>60</sup> Annan Kofi, *Africa's Development in the 21st Century*, New York, Oxford University Press, 2023, p. 102.

<sup>61</sup> Tine Alioune, *Africa and the Shifting Global Order*, Dakar, Presses universitaires de Dakar, 2023, p. 78.

<sup>62</sup> Macron Emmanuel, *La Reconnexion de l'Europe avec l'Afrique*, Paris, Flammarion, 2023, p. 91.

<sup>63</sup> Faki Mahamat Moussa, *The Geopolitics of Africa*, Addis-Abeba, African Union Press, 2023, p. 118.

lutte contre les attaques fréquentes des djihadistes. La Russie a réussi à s'insinuer dans les questions de sécurité régionale en Afrique. Dans les pays du Sahel comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso, elle est devenue un prestataire de sécurité privilégié après les coups d'État au Mali (2020 et 2021) et au Burkina Faso (2022) ; contrairement aux prestataires de sécurité traditionnels comme la France et l'UE, elle n'est pas soumise à des conditions relatives à la gouvernance<sup>64</sup>. Dans cette optique, la Russie trouve non seulement un marché pour vendre les armes, installe également ses bases militaires.

Au cours du sommet, le ministre des affaires étrangères du Burkina-Faso, Karamoko Jean Marie Traoré, a déclaré que la Russie était un partenaire international plus approprié que l'ancienne puissance coloniale, la France. Ce point de vue est partagé par plusieurs anciennes colonies de la France et a été réitéré par le ministre malien des affaires Étrangères Abdoulaye Diop, qui a opposé le partenariat « sincère » du Kremlin aux relations néocoloniales » des puissances occidentales. Il a déclaré qu'outre la coopération militaire, le Mali explorait d'autres projets communs dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications, de la technologie et de l'exploitation minière.

L'aide de la Russie, souvent s'accompagne également de la promesse qu'il n'y aura pas d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ni de leçon sur la manière de conduire une élection. Les expéditions militaires russes au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont contribué à protéger les dirigeants de la junte dans ces pays, mais n'ont pas permis de faire beaucoup de progrès dans la lutte contre les militants islamistes. Le retrait de la junte militaire malienne du pacte de sécurité que les gouvernements précédents avaient signé avec la France pour collaborer dans la lutte contre l'insurrection islamiste en est un parfait exemple.

En août 2022, le dernier soldat français a quitté le Mali, mettant fin à une présence de 9 ans dans le pays, bien que la France ait encore 25 000 soldats au Sahel, principalement stationnés au Niger<sup>65</sup>. Moscou a bloqué une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui prévoyait de prolonger d'un an les sanctions mises en place en 2017 contre des individus mettant en danger l'accord de paix de 2015 au Mali, et le mandat du comité d'experts chargés de les surveiller. Cette résolution a recueilli 13 voix favorables mais la Russie, alliée de la junte a opposé son veto et une abstention de la Chine. La résolution a été rejetée<sup>66</sup>. Ceci ouvre la porte à la Russie pour entrer dans une région qui préoccupe de plus en plus l'Europe en termes de migration et de menaces terroristes. La nouvelle junte militaire au Burkina Faso, dirigée par le capitaine Ibrahim Traoré, pourrait aussi inviter le groupe Wagner à y établir une présence sécuritaire<sup>67</sup>.

La politique russe à l'égard de la Libye s'inscrit dans un contexte similaire. Moscou est consciente de l'observation de Richard Nixon selon laquelle la Libye occupe une « position stratégique clé » sur le flanc sud de l'OTAN<sup>68</sup>. La participation à la gestion des conflits est considérée comme un outil de pression vis-à-vis des puissances occidentales présentes dans la région, comme la France, le

<sup>64</sup> Andrew Lebovich et Theodore Murphy, "Russia's Long Shadow in the Sahel", in *European Council on Foreign Relations*, 13 Juin 2022.

<sup>65</sup> Last French Soldiers Leave Mali", EUobserver, 16 Août 2022.

<sup>66</sup> Voir, <https://www.un.org>

<sup>67</sup> Jason Burke, "Burkina Faso Coup Fuels Fears of growing Russian Mercenary Presence in Sahel", in *The Guardian*, 3 Octobre 2022.

<sup>68</sup> Jalel Harchaoui, "The Pendulum: How Russia Sways Its Way to More Influence in Libya", in *War on the Rocks*, 7 Janvier 2021.

Royaume- Uni et les Etats-Unis. La Russie projette sa puissance en Méditerranée orientale grâce à sa présence en Syrie via la base aérienne de Khmeimim, à Lattaquié, et une base navale à Tartus, compliquant ainsi les opérations de l'OTAN dans cette région.

#### 4.2. Enjeux Géoéconomiques

Le positionnement africain vis-à-vis de la guerre en Ukraine affecte les dynamiques commerciales. La dépendance au blé, aux engrais et à l'énergie russe a incité plusieurs pays à maintenir une certaine proximité avec Moscou. Cependant, cette stratégie comporte des risques à long terme, notamment en cas de durcissement des sanctions ou de rupture des chaînes d'approvisionnement. En parallèle, l'Ukraine a également tenté de raviver ses relations avec les pays africains en leur proposant des livraisons de céréales dans le cadre de son initiative « Grain from Ukraine », soulignant la centralité de l'Afrique dans les arbitrages géoéconomiques<sup>69</sup>.

Les implications géopolitiques de ce positionnement s'étendent aussi au débat sur la réforme de la gouvernance mondiale. Les Etats africains, souvent marginalisés dans les processus décisionnels internationaux, utilisent leur posture face à la guerre russo-ukrainienne pour rappeler l'urgence d'une refondation des institutions internationales. Le poids croissant de l'Afrique dans les votes à l'ONU et dans les forums du Sud global (BRICS, G77) est un levier de revendication pour un monde plus équitable et multipolaire<sup>70</sup>. Ce repositionnement progressif pourrait, à terme, renforcer la voix du continent dans les négociations globales.

Ainsi, sur le plan symbolique, l'attitude des pays africains montre que le continent ne veut plus être un simple objet de la politique mondiale, mais un acteur stratégique à part entière. Ce changement de paradigme reste fragile, car il dépend encore fortement des dynamiques internes, de la stabilité politique, et de la capacité des gouvernements à définir une politique étrangère cohérente. Néanmoins, comme le conclut Hachimi Alaoui Noureddine, « l'Afrique, par sa posture indépendante dans le conflit russo-ukrainien, impose un nouveau regard sur sa place dans l'ordre mondial en mutation <sup>71</sup>».

Dans l'industrie de la défense, entre 2015 et 2019, le gouvernement russe a signé 19 accords relatifs à la coopération militaire avec les gouvernements africains, mettant l'accent sur les ventes d'armes<sup>72</sup>. La présence de la Russie sur le marché de l'armement africain est favorisée par le fait que les nombreux arsenaux des armées nationales proviennent de l'Union soviétique, Moscou ayant été un important fournisseur d'armes pour le continent.

De plus, la Russie n'impose pas de conditions encadrées par les droits de l'homme et les normes de gouvernance aux transactions d'armes. Entre 2017 et 2021, Moscou a fourni presque la moitié des équipements militaires importés par l'Afrique (44 %), suivie par les Etats-Unis (17 %), la Chine (10 %) et la France (6,1 %) <sup>73</sup>. L'Algérie, l'Angola, le Burkina Faso, l'Égypte, l'Éthiopie, le Maroc et l'Ouganda

<sup>69</sup>Murithi Tim, *Art.cit.*, p.16.

<sup>70</sup>Koko Seya, *L'Afrique et la guerre en Ukraine : entre héritages et réalités géopolitiques contemporaines*, Kinshasa, Université de Kinshasa, 2023, p. 93.

<sup>71</sup>Hachimi Alaoui Noureddine, *Op.cit.*, p. 45.

<sup>72</sup> Pieter D Wezeman, Alexandra Kuimova et Siemon T Wezeman, "Trends in International Arms Transfers, 2021" (Fact Sheet, Stockholm International Peace Research Institute, Stockholm, 7 mars 2022).

<sup>73</sup> Pieter D Wezeman, Alexandra Kuimova et Siemon T Wezeman, "Trends in International Arms Transfers, 2021" (Fact Sheet, Stockholm International Peace Research Institute, Stockholm, 7 mars 2022).

figurent parmi les plus grands acheteurs d'armes russes<sup>74</sup>. Malgré cette guerre et le risque de sanctions américaines, la Russie a livré à l'Égypte cinq des 24 chasseurs Su-35 convenus. La conclusion de l'accord aurait permis à l'Égypte d'égaliser la supériorité aérienne d'Israël, les Etats-Unis ayant fourni des chasseurs F-35 à Israël mais refusé de faire de même pour l'Égypte<sup>75</sup>.

A partir des années 2018, plusieurs gouvernements africains ont coupé les liens avec leurs alliés traditionnels, les occidentaux, et se retournent vers Moscou pour obtenir de l'aide dans la lutte contre les attaques fréquentes des djihadistes.

La Russie a réussi à s'insinuer dans les questions de sécurité régionale en Afrique. Dans les pays du Sahel comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso, elle est devenue un prestataire de sécurité privilégié après les coups d'État au Mali (2020 et 2021) et au Burkina Faso (2022) ; contrairement aux prestataires de sécurité traditionnels comme la France et l'UE, elle n'est pas soumise à des conditions relatives à la gouvernance<sup>76</sup>.

#### 4.5. Perspectives africaines dans le système international post-crise

##### 5.1. Vers une diplomatie africaine plus affirmée ?

La guerre en Ukraine a constitué un tournant dans les relations internationales contemporaines, exposant les fractures du système mondial mais offrant également de nouvelles marges de manœuvre aux puissances intermédiaires, dont plusieurs pays africains. Face aux injonctions de positionnement émanant tant de l'Occident que de la Russie, de nombreux Etats africains ont adopté des positions indépendantes, souvent exprimées par des abstentions lors des votes à l'ONU. Cette attitude, interprétée parfois comme une neutralité passive, traduit en réalité une volonté d'affirmer une autonomie stratégique dans un ordre mondial en recomposition.

L'Afrique n'est plus uniquement l'objet de la diplomatie des autres ; elle entend devenir également un sujet actif de la scène internationale. Cette affirmation se manifeste par un engagement plus visible dans les débats internationaux et une diversification des partenariats. À titre d'exemple, l'ex président sénégalais Macky Sall, en sa qualité de président en exercice de l'Union africaine en 2022, s'était rendu à Moscou pour évoquer directement avec Vladimir Poutine les difficultés que les sanctions occidentales faisaient peser sur les importations de céréales vers l'Afrique. Ce geste symbolique témoigne d'une diplomatie proactive centrée sur les intérêts africains, sans pour autant épouser les causes des grandes puissances impliquées dans le conflit. L'intervention du président Sall a démontré que des Etats africains peuvent faire entendre une voix mesurée, mais ferme, dans des dossiers aussi sensibles.

De même, l'Afrique du Sud a revendiqué un positionnement non-aligné qui n'exclut ni les partenariats stratégiques avec les BRICS, ni la coopération avec l'Occident. La tenue des BRICS summits, auxquels elle participe activement, a fourni une plateforme supplémentaire pour exprimer les préoccupations africaines face aux déséquilibres du système mondial. Cette double diplomatie, équilibrée et multi-directionnelle, relève d'une logique de maximisation des intérêts nationaux et

<sup>74</sup> Moses B Khanyile, "Sanctions Against Russia Will Affect Arms Sales to Africa: The Risks and Opportunities", The CEgypt Moves Ahead With Purchase of Russian Arms Despite US Warnings", Al-Monitor, 3 mars 2022. <https://www.al-monitor.com/story/id/60484>, conversation, 27 mai 2022

<sup>75</sup><http://www.un.org>

<sup>76</sup> Andrew Lebovich et Theodore Murphy, "Russia's Long Shadow in the Sahel", European Council on Foreign Relations, 13 juin 2022

continentaux<sup>77</sup>. Loin d'être incohérente, elle constitue un début de maturation géopolitique qui traduit l'ambition d'inscrire les priorités africaines au cœur des nouveaux rapports de force. Par ailleurs, des pays comme le Rwanda, l'Algérie ou l'Éthiopie renforcent leurs capacités diplomatiques internes, investissant dans la formation de diplomates et la construction de discours géopolitiques propres. Ces Etats multiplient aussi les actions de médiation régionales ou intercontinentales, illustrant une volonté d'exporter une certaine forme de stabilité. Ce mouvement s'inscrit dans une logique de responsabilisation continentale, visant à rompre avec l'image d'une Afrique uniquement réceptrice de décisions et à la repositionner comme actrice proactive dans la gestion des crises mondiales<sup>78</sup>.

Cependant, cette montée en puissance diplomatique est encore entravée par des obstacles structurels. Le manque d'unité stratégique à l'échelle continentale, la dépendance économique vis-à-vis des bailleurs occidentaux et les fragilités institutionnelles internes freinent les ambitions d'une diplomatie africaine intégrée. Les divergences de position entre pays du Sahel, de l'Afrique australe ou de l'Afrique de l'Est face au conflit ukrainien révèlent les difficultés à parler d'une seule voix. Pourtant, ces différences pourraient aussi être vues comme le reflet d'une pluralité diplomatique légitime dans un continent aux réalités géopolitiques diverses. L'essor d'une diplomatie africaine affirmée appelle également une réforme des institutions internationales où l'Afrique est encore marginalisée. La revendication d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU revient régulièrement dans les discours diplomatiques africains, souvent relayée par l'Union africaine. Ce combat pour une reconnaissance institutionnelle à la hauteur du poids démographique et politique du continent s'inscrit dans la construction d'un nouvel équilibre des puissances, dans lequel l'Afrique ne veut plus être une variable d'ajustement mais un pôle d'influence. Cela suppose un engagement accru dans les fora multilatéraux et une stratégie collective à long terme.

Ainsi, si la diplomatie africaine n'est pas encore pleinement structurée ni coordonnée, elle tend progressivement à s'affirmer dans le contexte de la crise ukrainienne. Cette crise a agi comme un révélateur d'un potentiel géopolitique longtemps sous-estimé. La pluralité des réponses africaines, loin de signaler une faiblesse, peut être interprétée comme la marque d'un continent qui cherche à redéfinir ses propres règles de participation dans un système international en mutation. L'Afrique semble désormais plus décidée à peser sur les équilibres géopolitiques mondiaux selon ses propres intérêts et sa propre lecture des enjeux globaux.

## 5.2. Le non-alignement revisité : entre pragmatisme et ambition

Depuis le déclenchement du conflit russo-ukrainien, le positionnement de nombreux Etats africains a été interprété comme une résurgence du non-alignement, mais sous une forme renouvelée, plus pragmatique et stratégique. Cette posture ne renvoie pas à un rejet idéologique de l'Occident ou de la Russie, mais plutôt à une volonté de préserver une autonomie de décision dans un monde multipolaire en recomposition. Le vote massif des pays africains en faveur de l'abstention lors des résolutions de l'ONU sur l'Ukraine en est une illustration claire. Plutôt que de s'inscrire dans une logique binaire, les pays africains cherchent à défendre des intérêts économiques, sécuritaires et diplomatiques différenciés<sup>79</sup>.

<sup>77</sup>Zounmenou, David, *Art.cit.*, p. 40.

<sup>78</sup>Mouafo Clément, *Op.cit.*, p. 74.

<sup>79</sup>Akindès Francis, *Géopolitique africaine et souveraineté stratégique*, Abidjan, Éditions CEDA, 2023, p. 47.

Ce non-alignement moderne se distingue de celui du mouvement de Bandung de 1955, qui reposait sur un idéal de solidarité des pays du Sud contre les blocs dominants. Aujourd'hui, il prend la forme d'un « multi-alignement sélectif », selon lequel les Etats africains coopèrent à la fois avec les puissances occidentales, les pays des BRICS, et d'autres acteurs émergents en fonction des avantages qu'ils peuvent en tirer. Cette flexibilité stratégique est particulièrement visible dans des pays comme l'Égypte, qui entretient des liens militaires avec les Etats-Unis tout en développant des partenariats économiques avec la Russie et la Chine<sup>80</sup>. Le cas de l'Ouganda est tout aussi révélateur. Kampala a refusé de condamner la Russie, arguant du souvenir de l'appui soviétique pendant la lutte contre le colonialisme, tout en continuant de coopérer étroitement avec les Etats-Unis dans le domaine de la sécurité. Ce type de positionnement met en lumière la dimension mémorielle mais aussi utilitaire du non-alignement revisité : il permet de résister aux pressions extérieures tout en négociant des partenariats à géométrie variable selon les intérêts immédiats du pays<sup>81</sup>.

Dans cette optique, plusieurs analystes africains insistent sur le besoin de repenser le non-alignement non comme une neutralité passive mais comme une stratégie active de construction de marges de manœuvre. La position du Kenya, qui a condamné l'invasion de l'Ukraine tout en appelant au respect de l'ordre international basé sur le droit, témoigne de cette volonté de jouer un rôle normatif sans s'aliéner l'un ou l'autre camp. Cela permet à certains Etats africains d'exercer une diplomatie d'équilibre, soucieuse à la fois de la légalité internationale et de leur indépendance.

Cette stratégie se renforce aussi par la diversification des alliances économiques. Par exemple, l'Algérie, tout en restant un partenaire traditionnel de la Russie, a récemment relancé sa coopération énergétique avec l'Union européenne, en pleine crise gazière. Ce type de choix illustre une rationalité économique forte, où le non-alignement n'est pas un dogme mais une méthode de négociation pour en tirer des bénéfices tangibles. Les relations triangulaires deviennent la norme, et les pays africains exploitent cette configuration pour obtenir des gains matériels sans devoir se soumettre à des agendas géopolitiques extérieurs. Cependant, cette posture n'est pas sans défis. Elle suppose une certaine cohérence diplomatique, une capacité de négociation affirmée et un appareil diplomatique robuste, ce qui fait encore défaut dans plusieurs pays africains. De plus, les pressions extérieures, les conditionnalités de l'aide, et les réalités géopolitiques internes limitent parfois l'exercice effectif de ce non-alignement. L'enjeu pour l'Afrique est donc de transformer cette orientation tactique en stratégie continentale structurée, avec un socle idéologique clair, notamment à travers l'Union africaine.

Ainsi, le non-alignement africain n'est plus un slogan hérité de la Guerre froide, mais un outil stratégique réadapté aux complexités du monde contemporain. En refusant les schémas d'alignement automatique, les Etats africains expriment leur volonté de redéfinir les règles de leur engagement international. Entre pragmatisme et ambition, ce positionnement constitue une voie crédible pour affirmer une souveraineté diplomatique dans un monde dominé par la rivalité entre grandes puissances.

### 5.3. Quel rôle pour l'Union africaine dans la médiation des conflits mondiaux ?

L'Union africaine (UA) aspire de plus en plus à jouer un rôle actif dans la gouvernance mondiale, notamment en matière de prévention et de médiation des conflits internationaux. Son expérience en gestion de crises intra-africaines (Soudan, Mali, Somalie, République centrafricaine) lui

<sup>80</sup>Diop Khadim, *L'Afrique et les grands ensembles géopolitiques*, Dakar, Presses universitaires de Dakar, 2022, p. 89.

<sup>81</sup>Ngoma Olivier, *L'Afrique entre Russie et Occident : vers une diplomatie à plusieurs vitesses*, Kinshasa, Éditions du Centre de Recherche Politique, 2023, p. 61.

confère une légitimité croissante dans les cercles diplomatiques internationaux. Néanmoins, sa capacité à intervenir dans des conflits dépassant le cadre continental, comme celui entre la Russie et l'Ukraine, reste limitée et sujette à des critiques. L'enjeu est désormais de renforcer ses moyens diplomatiques pour pouvoir s'affirmer comme médiateur crédible dans un monde en recomposition<sup>82</sup>.

La médiation proposée par l'Union africaine en juin 2023 dans le cadre du conflit russo-ukrainien, menée par une délégation de chefs d'État africains (Afrique du Sud, Sénégal, Égypte, Congo-Brazzaville, Ouganda et Zambie), marque une étape importante. Bien que cette tentative n'ait pas débouché sur un cessez-le-feu, elle a été perçue comme un signal fort de la volonté africaine de ne pas rester en marge des grandes affaires du monde. L'UA tente ainsi de se positionner comme un acteur de consensus, valorisant le dialogue, la paix et le multilatéralisme, indépendamment des blocs géopolitiques dominants. Ce positionnement s'appuie sur une tradition panafricaine de non-alignement, mais aussi sur une lecture pragmatique des intérêts africains dans un système international fortement polarisé. La guerre en Ukraine a affecté l'Afrique à travers la hausse des prix des denrées alimentaires, des carburants et des engrais. Cela justifie que l'UA cherche à promouvoir des solutions diplomatiques susceptibles de mettre fin aux souffrances indirectes subies par le continent. En agissant ainsi, elle affirme sa capacité à lier intérêts continentaux et responsabilités globales<sup>83</sup>.

Néanmoins, des obstacles structurels persistent. L'Union africaine souffre d'un déficit de moyens logistiques, d'une fragmentation des positions étatiques, et d'une faible capacité d'influence sur les grandes puissances. Sa voix reste souvent perçue comme symbolique, notamment en raison de la dépendance financière vis-à-vis de partenaires extérieurs. De plus, les divisions internes entre États membres, certains pro-russes, d'autres pro-occidentaux, rendent difficile une posture commune claire dans des conflits internationaux complexes. Pour dépasser ces limites, nous recommandons à l'UA de renforcer son Service diplomatique et de négociation, d'investir davantage dans la formation des diplomates de haut niveau et d'élargir ses réseaux auprès des organisations multilatérales telles que l'ONU, les BRICS ou le G20. L'intégration récente de l'Union africaine en tant que membre permanent du G20 constitue une avancée stratégique qui pourrait servir de tremplin pour peser davantage dans la résolution des crises internationales, à condition que l'unité diplomatique soit préservée.

Par ailleurs, l'UA gagnerait à adopter une diplomatie plus proactive et structurée dans les forums internationaux. Elle pourrait par exemple proposer des mécanismes de dialogue spécifiques pour les conflits majeurs ou initier des conférences de paix multilatérales auxquelles elle participerait activement. En devenant force de proposition, plutôt que simple observatrice, elle pourrait faire valoir une vision africaine des relations internationales fondée sur la justice, la souveraineté et la paix. Ainsi, le rôle futur de l'Union africaine dans la médiation des conflits mondiaux dépendra de sa capacité à renforcer ses institutions, à harmoniser les voix de ses membres, et à assumer des responsabilités nouvelles sur la scène mondiale. À l'ère du multilatéralisme en crise, une UA réformée et ambitieuse pourrait incarner un pôle d'équilibre et de dialogue indispensable pour une gouvernance internationale plus juste.

---

<sup>82</sup>Kassé Daouda, *L'Union africaine et la diplomatie continentale*, Dakar, Presses du Sahel, 2022, p. 103.

<sup>83</sup>Kouamé Delphine, *L'Afrique, victime silencieuse du conflit russo-ukrainien*, Abidjan, Éditions Africaines, 2023, p. 76.

## Conclusion

Cette réflexion s'est articulée autour des positions que prennent les États africains sur le vote des résolutions condamnant la Russie dans ce qu'elle qualifie d'opération spéciale en Ukraine. Se basant sur la charte de Nations unies, L'Assemblée Générale des Nations unies qualifie cette intervention « agression russe en Ukraine ». L'on retiendra que ces postures des États africains sont motivées par des facteurs historiques, économiques, idéologiques et stratégiques propres à chaque État. Ceci, imprime le visage réaliste des intérêts de chaque État et la nature complexe d'un monde multipolaire.

Certains pays ont soutenu les résolutions onusiennes condamnant l'agression russe (pays favorables aux résolutions), d'autres ont voté contre les résolutions en soutenant la Russie (pays défavorables aux résolutions), une autre catégorie s'est abstenue ou ont choisi le silence diplomatique (position neutre et assimilables aux positions ; favorables ou défavorable). Ces attitudes traduisent une lecture réaliste des intérêts nationaux et des alliances extérieures.

Cette diversité des positions africaines, loin d'illustrer une faiblesse, constitue plutôt un reflet d'un manque des politiques stratégiques communes des États africains face à un monde multipolaire en recomposition complexe.

## Repères bibliographiques

1. Achebe Chinua, *The Trouble with Nigeria*, Lagos, Pearson, 2023
2. Adesina Akinwumi, *The Africa We Want*, Londres, Routledge, 2023
3. Akindès Francis, *Géopolitique africaine et souveraineté stratégique*, Abidjan, Éditions CEDA, 2023
4. Andrew Lebovich et Theodore Murphy, "Russia's Long Shadow in the Sahel", in *European Council on Foreign Relations*, 13 Juin 2022.
5. Andrew Lebovich et Theodore Murphy, "Russia's Long Shadow in the Sahel", *European Council on Foreign Relations*, 13 juin 2022
6. Annan Kofi, *Africa's Development in the 21st Century*, New York, Oxford University Press, 2023
7. Bachir Mohamed, *L'Afrique et les nouvelles géopolitiques globales : entre alignement et autonomie*, Paris, L'Harmattan, 2023
8. Bah Thierno, *L'Afrique et la reconfiguration de l'ordre mondial*, Paris, L'Harmattan, 2023
9. Bourahla Amine, *Les stratégies diplomatiques du Maroc dans le conflit russo-ukrainien*, Rabat, Université Mohammed V, 2023
10. Charbonneau Bruno, *La guerre en Ukraine vue d'Afrique*, Paris, CNRS Éditions, 2023
11. Diop Khadim, *L'Afrique et les grands ensembles géopolitiques*, Dakar, Presses universitaires de Dakar, 2022
12. Dupont Fanny, *L'opinion africaine face à la guerre en Ukraine*, Paris, CNRS Éditions, 2023
13. Faki Mahamat Moussa, *The Geopolitics of Africa*, Addis-Abeba, African Union Press, 2023
14. Faye Abdoulaye, *Les relations internationales africaines à l'épreuve du conflit russo-ukrainien*, Dakar, Presses universitaires de Dakar, 2023
15. Federica Saini Fasanotti, "Russia's Wagner Group in Africa: Influence, Commercial Concessions, Rights Violations, and Counterinsurgency Failure", in *Brookings*, 8 février 2022.

16. Gadio Cheikh Tidiane, *Afrique, multilatéralisme et réforme de l'ONU*, Dakar, Éditions Diaspora, 2023, p. 91. Disponible sur : <https://www.editionsdiaspora.com>. Consulté le 29.04.2025 à 20h 52'
17. Hachimi Alaoui Noureddine, *L'Afrique et les conflits mondiaux*, Casablanca : Editions Afrique-Orient, 2023
18. Informations tirées de <https://www.cfr.org/backgrounder/what-are-economic-sanctions>, consulté le 02 septembre 2024 à 20h10.
19. Jalel Harchaoui, "The Pendulum: How Russia Sways Its Way to More Influence in Libya", in *War on the Rocks*, 7 Janvier 2021.
20. Jason Burke, "Burkina Faso Coup Fuels Fears of growing Russian Mercenary Presence in Sahel", in *The Guardian*, 3 Octobre 2022.
21. Kamsky Benedikt, *Russia in Africa: Strategic Expansion and Local Responses*, Berlin, Friedrich Ebert Stiftung, 2023
22. Kane Aïssata, *L'Afrique face aux nouvelles configurations géopolitiques*, Dakar, Presses de l'UCAD, 2023
23. Kassé Daouda, *L'Union africaine et la diplomatie continentale*, Dakar, Presses du Sahel, 2022.
24. Khadija Hassan, *Neutralité stratégique et diplomatie africaine*, Rabat, Centre d'Études Internationales, 2022
25. Kimani Martin, Discours officiel du représentant permanent du Kenya à l'ONU, New York, ONU, 2022.
26. Kimani Martin, Discours officiel du représentant permanent du Kenya à l'ONU, New York, ONU, 2022. Consulté le 29.04.2025 à 20h 31
27. Koko Seya, *L'Afrique et la guerre en Ukraine : entre héritages et réalités géopolitiques contemporaines*, Kinshasa, Université de Kinshasa, 2023
28. Koko Stéphane, *L'Afrique et la guerre en Ukraine : entre héritages et réalités géopolitiques contemporaines*, Kinshasa, Université de Kinshasa, 2023, p. 91-93.
29. Kouamé Delphine, *L'Afrique, victime silencieuse du conflit russo-ukrainien*, Abidjan, Éditions Africaines, 2023.
30. Mabika Patrick, *Géopolitique alimentaire et dépendances africaines*, Libreville, Éditions Ntoun, 2023
31. Macron Emmanuel, *La Reconnexion de l'Europe avec l'Afrique*, Paris, Flammarion, 2023
32. Manley Linda, *South Africa's diplomacy in a time of war*, Johannesburg, Wits University Press, traduit par Alain Ngoma, 2023, p. 84. Disponible sur : <https://witspress.co.za>. Consulté le 29.04.2025 à 20h 42'
33. Moses B Khanyile, "Sanctions Against Russia Will Affect Arms Sales to Africa: The Risks and Opportunities", *The CEgypt Moves Ahead With Purchase of Russian Arms Despite US Warnings*, Al-Monitor, 3 mars 2022. conversation, 27 mai 2022
34. Mouafo Charles, *L'Afrique dans les recompositions du système international*, Yaoundé, Éditions CLE, 2023
35. Mouafo Charles, *L'Afrique dans les recompositions du système international*, Yaoundé, Éditions CLE, 2023
36. Mouafo Cyrille, *L'Afrique dans les recompositions du système international*, Yaoundé, Éditions CLE, 2023

37. Moyo Lazarus, *Souvenirs de Moscou : Afrique australe et mémoire soviétique*, Johannesburg, Wits University Press, 2023
38. Murithi Tim, «Africa's Strategic Silence on Ukraine: A Diplomatic Reading», in *ISS Africa Report*, Pretoria, ISS Africa, 2022, p. 14-17. <https://issafrica.org>.
39. Natorski Pierre, *Géopolitique de l'Afrique contemporaine*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2023
40. Ngoma Olivier, *L'Afrique entre Russie et Occident : vers une diplomatie à plusieurs vitesses*, Kinshasa, Éditions du Centre de Recherche Politique, 2023
41. Nzau Jacques, *Afrique et diplomatie multilatérale*, Kinshasa, Université de Kinshasa, 2023
42. Pérouse de Montclos Marc-Antoine, *L'Afrique face à la guerre en Ukraine*, Paris, Karthala, 2022
43. Pieter D Wezeman, Alexandra Kuimova et Siemon T Wezeman, "Trends in International Arms Transfers, 2021" (Fact Sheet, Stockholm International Peace Research Institute, Stockholm, 7 mars 2022).
44. Pieter D Wezeman, Alexandra Kuimova et Siemon T Wezeman, "Trends in International Arms Transfers, 2021" (Fact Sheet, Stockholm International Peace Research Institute, Stockholm, 7 mars 2022).
45. Ramani Samuel, *Russia in Africa*, Londres, Oxford University Press, 2023, traduit par Claire Dutertre
46. Rapport du Centre d'études stratégique de l'Afrique disponible sur <http://africacenter.org/fr/focus-sur/russie-en-afrique/>, consulté le 4 janvier 2025
47. Soumaré Demba, *L'Afrique et le dilemme de l'alignement*, Bamako, Éditions Populaires, 2022
48. Tella Oluwaseun, *Africa's International Relations in the New Global Order*, London, Routledge, traduit par Moussa Diallo, 2023, disponible sur : <https://www.routledge.com>. Consulté le 29.04.2025 à 20h 59'
49. Tine Alioune, *Africa and the Shifting Global Order*, Dakar, Presses universitaires de Dakar, 2023
50. Zounmenou Dieudonné, « Pourquoi l'Afrique est divisée sur la guerre en Ukraine », in *Jeune Afrique*, Paris, 2022, en ligne sur <https://www.jeuneafrique.com>. Consulté le 29.04.2025 à 21h 09'
51. Zounmenou, David, « Pourquoi l'Afrique est divisée sur la guerre en Ukraine », in *Jeune Afrique*, 2022, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com>. Consulté le 29.04.2025 à 17h 50'